



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 28 AVRIL 1906.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1339

Proclamations

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ
Québec. }

[L. S.]
EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que par
Procureur-Général. } l'article 1362 des
statuts refondus de la province de Québec, il est, entre autres choses décrété que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra désigner, par proclamation, un jour qui sera observé comme "JOUR DES ARBRES," pour le complant des arbres forestiers ;
Et ATTENDU que Nous avons jugé à propos de fixer le même jour cette année, pour la plantation des arbres dans Notre province ;

A CES CAUSES, Nous avons réglé et ordonné et par les présentes réglons et ordonnons que le

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 28th APRIL, 1906.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1340

Proclamations

Canada, }
Province of } L. A. JETTE.
Quebec. }

[L. S.]
EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS by ar-
Attorney General. } ticle 1362 of the
revised statutes of the province of Quebec, it is, amongst other things, enacted that the lieutenant-governor in council may appoint, by proclamation, a date to be observed as "ARBOR DAY", for the planting of forest trees ;

WHEREAS We have deemed fit to establish the same day for this year, throughout the province for the planting of trees ;

NOW KNOW YE, that We have ruled and ordered, and by these presents do rule and order

mardi, premier jour de mai prochain, sera observé comme "JOUR DES ARBRES", dans toute Notre province.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

1641

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDOUARD VII, par la grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DOUZIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent six, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DOUZIÈME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent six, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents au no re cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-SEPTIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-

that Tuesday, the first day of May next, shall be observed as "ARBOR DAY", throughout Our province.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY FOURTH day of APRIL in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

JOS. BOIVIN,

Deputy provincial secretary.

1642

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTE.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWELFTH day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and six, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWELFTH day of the month of APRIL, one thousand nine hundred and six, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY SECOND day of the month of MAY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY SEVENTH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand

Seigneur, mil neuf cent six, et dans la sixième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec

1251

Avis du Gouvernement

Québec, 23 avril 1906.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 21 avril 1906, d'autoriser, en faveur de Emile Martial Chapdelaine, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la paroisse de Saint-Justin, comté de Maskinongé, district des Trois-Rivières, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Louis Edouard Galipeault, en son vivant notaire public, pratiquant en la paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé, dans le district des Trois-Rivières, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1589

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province de Québec, par John Fair, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu William McLennan, en son vivant notaire public, pratiquant en la cité de Montréal, district de Montréal, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

1645

No 812.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Taché", les six premiers rangs du canton Taché, comté de Chicoutimi, y compris les rangs est et ouest du même canton.

Cette érection, si elle autorisée, ne devra prendre effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1593

No 1430.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 21 avril courant, 1906, d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Sainte-Florence de Beaurivage, le territoire dont suit la description, savoir :

1° Les lots depuis le No 28, inclusivement, jusqu'au No 56, inclusivement, des rangs I, II, III, IV et V du canton Matalick, dans le comté de Matane;

2. Les lots depuis le No 1 jusqu'au No 23 inclusivement, des rangs I, II et III du canton de Causapscal-Sud, comté de Matane;

3° Les quatorze premiers lots des rangs I, II, III, IV et V du canton Milnikex, comté de Bonaventure;

4° Les quatorze premiers lots des rangs I et II du canton Assametquaghan, comté de Bonaventure.

Les lots du premier rang du canton Matalick et ceux du canton de Causapscal-Sud font actuellement partie de la municipalité scolaire de Causapscal, comté de Matane. Les autres lots ne font partie d'aucune municipalité.

Cette érection ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1906.

nine hundred and six, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Quebec.

1252

Government Notice

Quebec, 23rd April, 1906.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st of April, 1906, to authorize in favor of Emile Martial Chapdelaine, notary public, practising and residing in the parish of Saint Justin, county of Maskinongé, district of Three Rivers, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Louis Adelard Galipeault, in his lifetime notary public, practising at the parish of Saint Joseph de Maskinongé, in the district of Three Rivers, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

1590

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by John Fair, esquire, notary public, practising and residing in the city of Montreal, district of Montreal, by which he asks for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late William McLennan, in his lifetime notary public, practising in the city of Montreal, district of Montreal, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial secretary.

1646

No. 812.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new school municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality under the name of "Taché", the six first ranges of the township Taché, county of Chicoutimi, comprising therein the east and west ranges of this latter township.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1906. 1594

No. 1430.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st April instant, 1906, to erect into a distinct school municipality, by the name of Saint Florence of Beaurivage, the following territory, to wit :

1. The lots from No. 28 to No. 56 inclusively, of the ranges I, II, III, IV and V of the township Matalick, in the county of Matane.

2. The lots from No. 1 to No. 23 inclusively, of the ranges I, II and III of the township of Causapscal South, county of Matane.

3. The first fourteen lots of the ranges I, II, III, IV and V of the township Milnikex, county of Bonaventure.

4. The first fourteen lots of the ranges I and II of the township Assametquaghan, county of Bonaventure.

The lots of the first range of the township Matalick and those of the township of Causapscal-South actually form part of the school municipality of Causapscal, county of Matane. The other lots do not form part of any municipality.

This erection will take effect only on the 1st of July next, 1906.

No 1225.04.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 21 avril courant, 1906, de détacher de la municipalité scolaire de Temiscamingue, dans le comté de Pontiac, le canton Laverlochère, moins toutefois les lots du premier rang de ce canton ayant le No 1 et les numéros suivants jusqu'à vingt inclusivement, et l'unir au canton Baby, dans le même comté, pour former avec ce dernier canton une municipalité scolaire sous le nom de "Laverlochère et Baby".

Cette érection ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1599

No 3542.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 21 avril courant, 1906, de détacher de la municipalité scolaire de Cap-des-Rosiers, dans le comté de Gaspé, les lots ayant au cadastre officiel du canton de Cap Rosier les numéros 44a, 44b, 45, 46a, 46b, 47, 48a, 48b, 48c, 48d, 48e, 48f, 49a, 49b, 49c, 49d, 50a et 50b, du premier rang nord de ce canton, et les lots ayant les numéros 37 et suivants jusqu'au numéro 43 inclusivement du deuxième rang nord du même canton, et de les annexer à la municipalité scolaire de l'Anse-à-Griffon, dans le même comté.

Cette annexion ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906.

No 2722.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 21 avril courant, 1906, de détacher de la municipalité scolaire de Winslow-Nord, dans le comté du Lac Mégantic, les lots du cinquième rang du canton de Winslow-Nord, ayant au cadastre officiel de ce canton les numéros depuis 17 inclusivement jusqu'à 29 inclusivement, et les numéros 30a, 30b, 31a, 31b, 32, 33, 34, 35a, 35b, 36, 37, 38a, 38b, 39a, 39b, 40a, 40b, 40c et 40d, et de les annexer à la municipalité scolaire d'Aylmer, dans le comté de Beauce.

Cette annexion ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1601

No 500.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Elizabeth, dans le comté de Joliette, les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Elizabeth, les Nos 123 et suivants jusqu'à 134, inclusivement, les numéros 137, 138, 139, 140 et 141 et la partie du lot ayant au même cadastre le No 233, appartenant à Wilfrid Lafond, contenant 22½ arpents en superficie, et d'annexer ces lots et partie de lot à la municipalité scolaire de Saint-Thomas, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1619

No. 1225.04.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st April instant, 1906, to detach from the school municipality of Temiscamingue, in the county of Pontiac, the township Laverlochère, less, however, the lots of the first range of this township bearing the number one and the following numbers up to twenty inclusively, and to unite it to the township Baby, in the same county, to form with this latter township a school municipality by the name of "Laverlochère and Baby".

This erection will take effect only on the 1st of July next, 1906. 1600

No. 3542.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st of April instant, 1906, to detach from the school municipality of Cap des Rosiers, county of Gaspé, the lots having on the official cadastre of the township of Cap Rosier, the numbers 44a, 44b, 45, 46a, 46b, 47, 48a, 48b, 48c, 48d, 48e, 48f, 49a, 49b, 49c, 49d, 50a and 50b, of the first range north of this township, and the lots having the numbers 37 and following up to number 43 inclusively, of the second range north of the same township, and to annex them to the school municipality of l'Anse-à-Griffon, in the same county.

This annexation shall take effect only of the 1st July next, 1906.

No. 2722.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 21st of April instant, 1906, to detach from the school municipality of Winslow North, county of Lake Megantic, the lots of the fifth range of the township of Winslow North, bearing on the official cadastre of this township the numbers from 17 inclusively to 29 inclusively, and the numbers 30a, 30b, 31a, 31b, 32, 33, 34, 35a, 35b, 36, 37, 38a, 38b, 39a, 39b, 40a, 40b, 40c and 40d, and to annex them to the school municipality of Aylmer, in the county of Beauce.

This annexation shall take effect only of the 1st of July, 1906. 1602

No. 500.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Sainte-Elizabeth, in the county of Joliette, the lots having on the official cadastre of the parish of Sainte-Elizabeth, the numbers 123 and following to 134, inclusively, the numbers 137, 138, 139, 140 and 141, and the part of lot having on the same cadastre the No. 233, belonging to Wilfrid Lafond, containing 22½ arpents in area, and to annex these lots and part of lot to the school municipality of Saint Thomas, in the same county.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1906. 1620

No 625.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'annexion d'une municipalité scolaire.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Lynch, dans le comté de Montcalm, à celle de "L'Ascension", dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1615

No 3268.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de limitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Albert de Warwick, dans le comté d'Arthabaska, les lots du neuvième rang du canton de Warwick, ayant les numéros 6, 7 et 8 et les lots du onzième rang du même canton, ayant les numéros 9, 10, 11 et 12, et d'annexer ces lots à la municipalité scolaire de Saint-Valère de Bulstrode, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devra prendre effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1617

No 1372.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Rémi-d'Amherst, comté d'Ottawa, les lots du 7e rang du canton d'Amherst, ayant les numéros 25 et suivants jusqu'à 41 inclusivement, ceux du 8e rang de ce canton ayant les numéros 20 et suivants jusqu'à 41 inclusivement; ceux du 9e rang du même canton ayant les numéros 24 et suivants jusqu'à 41 inclusivement;

De détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jovite, comté de Terrebonne, les lots ayant les numéros 26 et suivants jusqu'à 36 inclusivement, du premier rang des cantons de Salaberry et Grandisson; ceux ayant les numéros 24 et suivants jusqu'à 31 inclusivement, du 2e rang de ces deux cantons, et les lots ayant le numéro 1 et suivants jusqu'à 12 inclusivement, de la subdivision du canton Salaberry;

Et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire sous le nom de "Coupalville".

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1647

La compagnie "Fruit Dispatch Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Henry John Cassard, de la cité de Montréal.

JOS. BOIVIN,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 26 avril 1906. 1651

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 21 avril 1906.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Nominigüe, dans le comté de Labelle, le dix-neuvième jour de mars 1906, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal, à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec,

No. 625.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for the annexation of a school municipality.

Application is made to annex the school municipality of Lynch, in the county of Montcalm, to that of "L'Ascension", in the same county.

This annexation, if it is authorized, shall take effect only on the first of July next, 1906. 1616

No. 3268.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Application for boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Albert de Warwick, county of Arthabaska, the lots of the ninth range of the township of Warwick, having the numbers 6, 7 and 8, and the lots of the eleventh range of the same township, having the numbers 9, 10, 11 and 12, and to annex these lots to the school municipality of Saint Valère de Bulstrode, in the same county.

This annexation, if authorized, shall take effect only on the first of July next, 1906. 1618

No. 1372.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for the erection of a new school municipality.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Remi d'Amherst, county of Ottawa, the lots of the 7th range of the township of Amherst, having the numbers 25 and following to 41 inclusively, those of the 8th range of this township having the numbers 20 and following to 41 inclusively, those of the 9th range of the same township having the numbers 24 and following to 41 inclusively;

To detach from the school municipality of Saint Jovite, county of Terrebonne, the lots having the numbers 26 and following to 36 inclusively, of the first range of the townships of Salaberry and Grandisson, those having the numbers 24 and following to 31 inclusively, of the second range of these two townships, and the lots having the numbers 1 and following to 12 inclusively, of the subdivision of the township de Salaberry;

And to erect this territory into a distinct school municipality by the name of "Coupalville."

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1906. 1648

The "Fruit Dispatch Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Henry John Cassard, of the city of Montreal.

JOS. BOIVIN,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 26th April, 1906. 1652

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 21st April, 1906.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the village of Nominigüe, in the county of Labelle, on the nineteenth day of March, 1906, it hath been shewn to the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the

pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies :

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de Neminingue, dans le comté de Labelle, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

WM. LEARMONTH,
1621 Greffier du Conseil Exécutif intérimaire.

municipal code of the province of Quebec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality; and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Neminingue, in the county of Labelle, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

WM. LEARMONTH,
1622 Interim Clerk of the Executive Council.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 21 avril 1906.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné, sous l'autorité de l'acte 54 Vict., ch. 26, sect. 1, article 2972f, que le tarif de péage suivant, pour le flottage du bois sur la rivière Ouelle et ses tributaires, soit établi en faveur de la compagnie dite "The River Ouelle Pulp & Lumber Company, Limited" savoir :

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 21st April, 1906.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered, under the authority of the act 54, Vict., ch 26, sec. 1, article 2972f, that the following rates of tolls, for floating timber on the river Ouelle and its tributaries, be established in favor of the company called "The River Ouelle Pulp & Lumber Company, Limited", to wit :

Noms des rivières.	Taux par 100 billots.
Names of rivers.	Toll per 100 logs.
Rivière Ouelle.....	\$0 63 $\frac{3}{4}$
" Charlemagne.....	1 00
" Le Bras.....	0 45 $\frac{1}{2}$
" Damnée.....	1 23
Grande Rivière.....	0 50
Rivière Chaude.....	0 78 $\frac{1}{2}$

1591-92

WM. LEARMONTH,
Greffier Conseil Exécutif, intérimaire.—Interim Clerk of Executive Council.

No 1071.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de N.-D. de Bonsecours, dans le comté d'Ottawa, la partie du chemin de fer Canadien Pacifique, connue au cadastre officiel de la paroisse de N.-D. de Bonsecours sous le numéro 462, se trouvant entre les lots ayant au dit cadastre officiel les numéros depuis 1 jusqu'à 51 inclusivement, et de l'annexer à la municipalité scolaire de Papineau, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1503.2

Québec, 14 avril 1906.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant gouverneur en conseil, par la municipalité du village de la Pointe-à-Gatineau, comté de Wright, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

L. RODOLPHE ROY,
497.2 Secrétaire de la province.

No. 1071.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application for boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Notre Dame de Bonsecours, in the county of Ottawa, the part of the Canadian Pacific Railway land known on the official cadastre of the parish of Notre Dame de Bonsecours, as number 462, found between the lots having on the said cadastre the numbers from 1 to 51 inclusively, and to annex it to the school municipality of Papineau, in the same county.

This annexation, if authorized, shall take effect only on the first of July next, 1906. 1504

Québec, 14th April, 1906.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in council, by the municipality of the village of Pointe-à-Gatineau, county of Wright, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

L. RODOLPHE ROY,
1498 Provincial Secretary.

No 640.05.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande annexion de municipalités scolaires.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Sainte-Mélanie, dans le comté de Joliette, à la municipalité scolaire de Grand-Rang, de la paroisse de Sainte-Mélanie, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le premier juillet prochain, 1906. 1553-2

No 450 06

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande d'érection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Mékinac", la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, avec les limites qui lui sont assignées par proclamation du lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 2 novembre 1905, publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, le 11 novembre 1905.

Cette nouvelle municipalité est formée de parties des municipalités scolaires de Saint-Jacques-des-Piles et de Saint-Jean-des-Piles et d'autres territoires non encore organisés dans la seigneurie de Batiscan et dans le canton Radnor.

Cette érection, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1555-2

AVIS DE VENTE DE TERRAINS DANS LA
VILLE DE SAINT-LOUIS APPARTENANT
CI-DEVANT A LA COMPAGNIE D'EX-
POSITION DE MONTRÉAL.

Le gouvernement de la province de Québec recevra, d'ici au premier mai prochain, des soumissions cachetées et adressées à l'honorable Auguste Tessier, Ministre de l'Agriculture de la province de Québec, pour l'achat, soit en bloc de 92 lots, soit séparément pour chacune des trois séries des mêmes lots situés dans la ville de Saint Louis, appartenant autrefois à la Compagnie d'Exposition de Montréal, et désignées comme suit, savoir :

RUE MANCE.

PREMIÈRE SÉRIE, 37 LOTS.

11 lots de 25 pieds de front sur 114 pieds de profondeur :

Subdivision 14, numéros 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205 et 206.

6 lots de 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur :

Subdivision 14, numéros 228, 229, 230, 231, 232 et 233.

11 lots de 25 pieds de front sur 114 pieds de profondeur :

Subdivision 14, numéros 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 et 58.

9 lots de 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur :

Subdivision 14, numéros 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95 et 96.

AVENUE ESPLANADE.

DEUXIÈME SÉRIE, 31 LOTS.

10 lots de 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur :

Subdivision 14, numéros 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247 et 248.

11 lots de 25 pieds de front, profondeur variant de 109½ à 114 pieds :

Subdivision 14, numéros 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274 et 275.

10 lots de 25 pieds de front sur 100 pieds de profondeur :

No. 640.05.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to annex school municipalities.

Application is made to annex the school municipality of Sainte Melanie, in the county of Joliette, to the school municipality of Grand Rang, parish of Saint Melanie, in the same county.

This annexation, if authorized, shall take effect only on the first of July next, 1906. 1554.

No. 450.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Application to erect new school municipality

Application is made to erect into a distinct school municipality under the name of "Mékinac", the parish of Saint Roch de Mékinac, with the limits which are assigned to it by proclamation of the Lieutenant Governor of the province of Québec, dated the 2nd of November, 1905, published in the *Quebec Official Gazette*, on the 11th of November 1905

This new municipality is made up of parts of the school municipalities of Saint Jacques des Piles, and of Saint Jean des Piles and of other territories not yet organized, in the seigniory of Batiscan and in the township Radnor.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1906. 1556

NOTICE OF SALE OF LOTS IN THE TOWN
OF SAINT LOUIS, FORMERLY BELONG-
ING TO THE MONTREAL EXHIBI-
TION COMPANY.

The government of the province of Quebec will receive, from now to the first day of May next, sealed tenders addressed to the Honorable Auguste Tessier, minister of Agriculture of the province of Quebec, for the purchase in block of 92 lots, or separately for each of the three series of the same lots situated in the town of Saint Louis, formerly belonging to the Montreal Exhibition Company, and described as follows, to wit :

MANCE STREET.

FIRST SERIES, 37 LOTS.

11 lots of 25 feet in front by 114 feet in depth :

Subdivision 14, numbers 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205 and 206.

6 lots of 25 feet in front by 100 feet in depth :

Subdivision 14, numbers 228, 229, 230, 231 232, and 233.

11 lots of 25 feet in front by 114 feet in depth :

Subdivision 14, numbers 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 and 58.

9 lots of 25 feet in front by 100 feet in depth :

Subdivision 14, numbers 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95 and 96.

ESPLANADE AVENUE.

SECOND SERIES, 31 LOTS.

10 lots of 25 feet in front by 100 feet in depth :

Subdivision 14, numbers 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247 and 248.

11 lots of 25 feet in front by a depth varying from 109½ to 114 feet :

Subdivision 14, numbers 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274 and 275.

10 lots of 25 feet in front by 100 feet in depth :

Subdivision 14, numéros 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120 et 121.

RUE SAINT-URBAIN.

TROISIÈME SÉRIE, 24 LOTS.

24 lots de 25 pieds de front par 114 pieds de profondeur :

Subdivision 11, numéros 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209 et 1210.

L'acquéreur ou le soumissionnaire devra s'engager à payer toutes taxes municipales, scolaires, de canalisation, etc., échues au jour de la vente et à écheoir.

Le prix d'acquisition de ces lots devra être payé moitié comptant et l'autre moitié en trois versements annuels portant intérêt à 5% à compter de l'acquisition et payables annuellement.

Un chèque accepté de cinq pour cent devra accompagner chaque soumission, lequel sera remis aux intéressés après l'adjudication ; mais dans le cas où l'auteur d'une soumission acceptée refuserait de donner suite à son offre, tel chèque sera confisqué au profit du gouvernement.

On pourra obtenir tous autres renseignements et se procurer une copie du plan des terrains en question en s'adressant au ministère de l'Agriculture, à Québec.

Le gouvernement ne s'engage pas à accepter la plus haute ni aucune des soumissions.

G. A. GIGAULT,

Sous-ministre de l'Agriculture.

Québec, 17 mars 1906.

1199.5



PROVINCE DE QUÉBEC

DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS.

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 24 mars 1906.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignées, suivant l'étendue donnée, plus ou moins, et dans l'état où elles sont actuellement, seront offertes en vente "enchère, au bureau du Ministre des Terres et Forêts, en cette ville, le JEUDI, 21 JUIN prochain, DIX heures de l'avant-midi.

OTTAWA SUPERIEUR.

Bloc A.

Rang 2.—10, 50 m. ; 11, 50 m.

Rang 3.—11, 50 m. ; 13, 25 m. ; 17, 27 m. ; 18, 35 m. ; 19, 27½ m. ; 20, 22 m.

Rang 4.—10 à 14, chacune 50 m. ; ½ N. de 15, 25 m. ; partie nord de ½ N. de 16, 15½ m. ; ½ S. de 17, 25 m. ; 18, 50 m. ; 19, 50 m. ; ½ N. de 20, 24½ m. ; ½ S. de 20, 27½ m.

Rang 5.—13 à 23, chacune 50 m.

Rang 6.—½ N. de 10, 25 m. ; ½ N. de 11, 25 m. ; 13 à 16 et 20 à 23, chacune 50 m.

Rang 7.—½ N. et ½ S. de 6 à 13, chacune 25 m.

Rang 8.—½ N. et ½ S. de 6 à 13, chacune 25 m.
Rivière du Lièvre, branche N. O., Nos 7 et 8, chacune 50 m.

Rivière du Lièvre, branche du milieu, No 7, 40 m. ; No 8, 30 m. ; No 9, 65 m.

Haute Gatineau, 1, 2 et 3, chacune 45 m. ; 4 et 5, chacune 50 m. ; 6, 42 m. ; 7, 8 et 9, chacune 25 m. ; 10, 50 m. ; 11, 35 m. ; 12 à 20, chacune 50 m. ; 21, 70 m. ; 22 à 30, chacune 50 m. ; 31, 60 m. ; 32 à 37, 50 m. chacune.

Subdivision 14, numbers 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120 and 121.

SAINT URBAIN STREET.

THIRD SERIES, 24 lots

24 lot of 25 feet in front by 114 feet in depth

Subdivision 11, numbers 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209 and 1210.

The purchaser or tenderer must bind himself to pay all the taxes municipal, school, canal, &c., due on the day of the sale and to become due.

The purchase price of these lots must be paid half cash and the other half in three annual payments bearing interest at 5% counting from the acquisition of the property and payable yearly.

An accepted cheque of five per cent must accompany each tender, which will be returned to the interested parties after the adjudication ; but in the event of the person making an accepted tender refusing to carry out his offer, such cheque will be confiscated for the benefit of the government.

Any other information may be obtained and copy of the plan of the lots in question can be procured on applying to the Department of Agriculture, at Quebec.

The government is not bound to accept the highest or any tender.

G. A. GIGAULT,

Deputy Minister of Agriculture.

Quebec, 17th March, 1906.

1200



PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 24th March, 1906.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area, more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the Department of Lands and Forests, in this city, on THURSDAY, 21st day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

UPPER OTTAWA.

Bloc A.

Range 2.—10, 50 m. ; 11, 50 m.

Range 3.—11, 50 m. ; 13, 25 m. ; 17, 27 m. ; 18, 35 m. ; 19, 27½ m. ; 20, 22 m.

Range 4.—10 to 14, 50 m. each ; N. ½ of 15, 25 m. ; north part of N. ½ of 16, 15½ m. ; S. ½ of 17, 25 m. ; 18, 50 m. ; 19, 50 m. ; N. ½ of 20, 24½ m. ; S. ½ of 20, 27½ m.

Range 5.—13 to 23, 50 m. each.

Range 6.—N. ½ of 10, 25 m. ; N. ½ of 11, 25 m. ; 13 to 16 and 20 to 23, 50 m. each.

Range 7.—N. ½ and S. ½ of 6 to 13, 25 m. each.

Range 8.—N. ½ and S. ½ of 6 to 13, 25 m. each.
River du Lièvre, N. W. branch, Nos. 7 and 8, 50 m. each.

River du Lièvre, middle branch, No. 7, 40 m. ; No. 8, 30 m. ; No. 9, 65 m.

Upper Gatineau, 1, 2 and 3, 45 m. each ; 4 and 5, 50 m. each ; 6, 42 m. ; 7, 8 and 9, 25 m. each ; 10, 50 m. ; 11, 35 m. ; 12 to 20, 50 m. each ; 21, 70 m. ; 22 to 30, 50 m. each ; 31, 60 m. ; 32 to 37, 50 m. each.

SAINT-AURICE.

Manouan 8 sud, 30 m. ; 9 sud, 21 m. ; Haut Saint-Maurice, 15, 60 m. ; 16, 38 m. ; 28, 62 m. ; 29, 35 m. ; 30, 30 m. ; 31 et 35 à 43, chacune 50 m. ; 44, 49 m. ; 45 à 66 chacune 50 m.

SAINT-CHARLES.

Rivière du Moulin 4, 12 m. ; rivières aux Ecorces et au Canot, 39 m. ; rivière aux écorces 5, 29 m. ; 6, 41½ m. ; rivière au Canot, 1, 26 m. ; Grande Pikauba 2, 38½ m. ; 3, 38½ m.

LAC SAINT-JEAN OUEST.

Canton Dablon, rangs 2, 3 et 4, 2½ m. ; canton Déchène, 18 m.

LAC SAINT-JEAN EST.

Canton Kénogami, No 2, 2 m.

SAGUENAY

Rivière Malbaie, No 17, 37 m. ; canton Callières, 14 m. ; arrière canton Callières, 18 m. ; Saguenay Ouest 1a, 10 m. ; partie de Saguenay, 3 et 4 ouest, 49 m. ; Bergeronnes 1 est, 25 m. ; rivière Sainte-Marguerite, No 87, 24½.

Rivière Manicouagan : 8, 9, 13 à 28, chacune 50 m.

Rivière aux Outardes : 2, 49 m. ; 3, 45 m. ; 4, 63 m. ; 5, 50 m. ; 6, 70 m. ; 7 à 13, chacune 50 m.

Sault au Cochon : 1 est, 30 m. ; 2 est, 36 m. ; 3 est, 41 m. ; 4 est, 33 m. ; 4a est, 39 m. ; 5 est, 40 m. ; 5a est, 39 m. ; 6 est, 60 m. ; 7 est, 55 m. ; 8 est, 46 m. ; 9 est, 65 m. ; 10 est, 68 m. ; 2 ouest, 55 m. ; 3 ouest, 50 m. ; 4 ouest, 33 m. ; 5 ouest, 38 m. ; 6 ouest, 60 m. ; 7 ouest, 64 m.

Rivière Magpie : A, 52 m. ; B, 42.

Rivière Natashquan : 1 à 4, chacune 50 m.

Rivière Piashte Bay : 1 à 8, chacune 25 m.

Rivière Saint-Augustin : 1 à 8, chacune 25 m.

Ruisseaux Vachon et Îles de Mai, 60 m.

GRANDVILLE.

Canton Bégon, No 14, 2½ m.

SAINT-LAURENT DE MATAPEDIA.

Canton Assemetquagan, 63 m. ; canton Ristigouche, rangs de la rivière 2 et 3, 1½ m.

RIMOUSKI EST.

Rivière Cap-Chat : 1, 47½ m. ; 2, 45 m. ; 3, 45 m. ; rivière Matane A, 48 m.

RIMOUSKI OUEST.

Canton Macpès, rangs 7 à 9, 5 m.

BONAVENTURE OUEST.

Canton Carleton, rangs 5 et 6, 3½ m.

GASPÉ OUEST.

Rivière Sainte-Anne : D, 48 m. ; E, 43½ m.

GASPÉ EST.

Grande rivière : T, 39 m.

GASPÉ CENTRE.

Rivière Saint-Jean : N, 37½ m. ; O, 42 m. ; P, 33 m. ; Q, 28½ m.

CONDITIONS DE LA VENTE.

Aucune limite ne sera adjugée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

SAINT MAURICE.

Manouan 8, south, 30 m. ; 9, north, 21 m. ; Upper Saint Maurice, 15, 60 m. ; 16, 38 m. ; 28, 62 m. ; 29, 35 m. ; 30, 30 m. ; 31 and 35 to 43, 50 m. each ; 44, 49 m. ; 45 to 66, 50 m. each.

SAINT CHARLES.

River du Moulin, 4, 12 m. ; rivers aux Ecorces and au Canot, 39 m. ; river aux Ecorces, 5, 29 m. ; 6, 41½ m. ; river au Canot, 1, 26 m. ; Grande Pikauba, 2, 38½ m. ; 3, 38½ m.

LAKE SAINT JOHN WEST.

Township Dablon, ranges 2, 3 and 4, 2½ m. ; township Déchène, 18 m.

LAKE SAINT JOHN EAST.

Township Kenogami No. 2, 2 m.

SAGUENAY.

River Malbaie, No. 17, 37 m. ; township Callières, 14 m. ; rear township Callières, 18 m. ; Saguenay West, 1a, 10 m. ; part of Saguenay 3 and 4 west, 49 m. ; Bergeronnes 1 east, 25 m. ; river Sainte Marguerite, No. 87, 24½.

River Manicouagan : 8, 9, 13 to 28, each 50 m.

River aux Outardes : 2, 49 m. ; 3, 45 m. ; 4, 63 m. ; 5, 50 m. ; 6, 70 m. ; 7 to 13, each 50 m.

Sault au Cochon : 1 east, 30 m. ; 2 east, 36 m. ; 3 east, 41 m. ; 4 east, 33 m. ; 4a east 39 m. ; 5 east, 40 m. ; 5a east, 39 m. ; 6 east, 60 m. ; 7 east, 55 m. ; 8 east, 46 m. ; 9 east, 65 m. ; 10 east, 68 m. ; 2 west, 55 m. ; 3 west, 50 m. ; 4 west, 33 m. ; 5 west, 38 m. ; 6 west, 60 m. ; 7 west, 64 m.

River Magpie : A, 52 m. ; B, 42 m.

River Natashquan : 1 to 4, each 50 m.

River Piashte Bay : 1 to 8, each 25 m.

River Saint Augustin : 1 to 8, each 25 m.

Vachon and May Islands brooks, 60 m.

GRANDVILLE.

Township Bégon No. 14, 2½ m.

SAINT LAURENT DE MATAPEDIA.

Township Assemetquagan, 63 m. ; township Ristigouche, river ranges 2 and 3, 1½ m.

RIMOUSKI EAST.

River Cap Chat, 1, 47½ m. ; 2, 45 m. ; 3, 45 m. ; river Matane A, 48 m.

RIMOUSKI WEST.

Township Macpès, ranges 7 to 9, 5 m.

BONAVENTURE WEST.

Township Carleton, ranges 5 and 6, 3½ m.

GASPÉ WEST.

River Sainte Anne : D, 48 m. ; E, 43½ m.

GASPÉ EAST.

Grande rivière : T, 39 m.

GASPÉ CENTRE.

River Saint John : N, 37½ m. ; O, 42 m. ; P, 33 m. ; Q, 28½ m.

CONDITIONS OF SALE.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

Les limites seront adjugées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée. A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille est aussi payable immédiatement.

Les limites, une fois adjugées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en vigueur ou qui pourront le devenir plus tard.

Des plans indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au Département des Terres et Forêts, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

ADELARD TURGEON,

1167

Ministre des Terres et Forêts.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont promettent du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank.

Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

The annual ground rent of three dollars per mile is also payable immediately.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

* Plans of limits offered for sale are open for inspection in the Department of Lands and Forests, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized by the department.

ADELARD TURGEON

1168

Minister of Lands and Forests.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other

pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français, et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1341

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la

object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public ; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended ; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1342

C. L. O

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the perview of "The British North America Act, 1867," wether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing

propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer ses raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production

Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal

d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou l'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

1343 Greffier de l'Assemblée Législative.

resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt in the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

1344 Clerk of the Legislative Assembly.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure
No 2817.

Dame Eugénie Catherine Valiquet, épouse commune en biens de Collins A. Stevens, des cité et district de Montréal, commis, a institué ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

STEPHENS & HARVEY,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 19 avril 1906.

1607

Miscellaneous Notices

Province of Québec, {
District of Montreal. } Superior Court
No. 2817.

Dame Eugénie Catherine Valiquet, wife common of Collins A. Stevens, of the city and district of Montreal, clerk, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

STEPHENS & HARVEY,

Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 19th April, 1906.

1608

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 269.
Dame Annie M. Grose, épouse de Alfred Brittain,
des cité et district de Montréal, ingénieur civil,
Demanderesse ;
vs.
Le dit Alfred Brittain, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée,
ce jour, contre le défendeur.
STEPHENS & HARVEY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 19 avril 1906. 1585

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2840.
Dame Alvanée Brunet, des cité et district de Mont-
réal, épouse commune en biens de Joseph L. E.
Dussault, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;
vs
Joseph L. E. Dussault, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été, ce jour,
intentée par la demanderesse contre le défendeur.
ARTHUR LARAMEE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 21 avril 1906. 1597

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 383.
Arsénie Bachand, des cité et district de Montréal,
a, le 13 avril 1906, intenté une action en séparation
de biens contre Charles Séguin, peintre de Montréal.
1629 CINQMARS & CINQMARS.

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. }
Dame Delima Rondeau a, ce jour, institué une
action en séparation de biens contre son mari,
Joseph Dubuque, cultivateur, de Marieville, district
de Saint-Hyacinthe.
L. P. FOURNIER,
Avocat de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 9 avril 1906. 1501-2

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 78.
Dame Philomène Delorme, actuellement de la ville
de Victoriaville, épouse commune en biens de
Honoré Lambert, de Saint-Médard de Warwick,
dûment autorisée aux fins des présentes,
Demanderesse ;
vs
Le dit Honoré Lambert, cultivateur, de Saint-
Médard de Warwick, Défendeur.
Une action en séparation de corps a été, ce jour,
intentée contre le dit défendeur en cette cause.

PERRAULT & PERRAULT,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 17 avril 1906. 1529-2

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 75.
Chrysostôme Houle, cultivateur, de la paroisse de
Saint-Albert de Warwick, Demandeur ;
vs.
Mary Auger, épouse du dit Chrysostôme Houle, du
même lieu, dûment autorisée aux présentes,
Défenderesse ;
Une action en séparation de corps a été, ce jour,
instituée en cette cause contre la défenderesse.
PERRAULT & PERRAULT,
Procureurs du demandeur.
Arthabaska, 14 avril 1906. 1527-2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 269.
Dame Annie M. Grose, wife of Alfred Brittain, of
the city and district of Montreal, civil engineer,
Plaintiff ;
vs.
The said Alfred Brittain, Defendant.
An action for separation as to property has, this
day, been instituted against defendant.
STEPHENS & HARVEY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th April, 1906. 1586

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2840.
Dame Alvanée Brunet, of the city and district of
Montreal, wife common as to property of Joseph
L. E. Dussault, and duly authorized to appear in
judicial proceedings, Plaintiff ;
vs
Joseph L. E. Dussault, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has, this
day, been instituted by the plaintiff against the de-
fendant.
ARTHUR LARAMEE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 14th April, 1906. 1598

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 383.
Arsénie Bachand, of the city and district of Mon-
treal, has, on the 13th April, 1906, instituted an
action for separation as to property against Charles
Séguin, painter, of the same place.
1630 CINQMARS & CINQMARS.

Province of Quebec, }
District of Saint-Hyacinth }
Dame Delima Rondeau, has, this day, instituted
an action for separation as to property against her
husband, Joseph Dubuque, farmer, of Marieville,
district of Saint Hyacinth.
L. P. FOURNIER,
Attorney for plaintiff.
Saint Hyacinth, 9th avril 1906. 1502

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 78.
Dame Philomène Delorme, actually in the city of
Victoriaville, wife common as to property of
Honoré Lambert, of Saint-Médard de Warwick,
duly authorized to the presents, Plaintiff ;
vs
The said Honoré Lambert, farmer, of Saint-Médard
de Warwick, Defendant.
An action for separation from bed and board has,
this day, been instituted against the defendant in
that case.

PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 17th April 1906. 1530

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 75.
Chrysostôme Houle, farmer, of the parish of Saint
Albert de Warwick, Plaintiff ;
vs.
Mary Auger, wife of the said Chrysostôme Houle,
of the same place, duly authorized to the presents,
Defendant.
An action for separation from bed and board
has been taken by the plaintiff against the defendant,
this day.
PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 14th April, 1906. 1528

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure*
No 29.

Dame Mathilda Boislard, épouse commune en biens de Gédéon Vallières, de la paroisse de Sainte-Anastasia de Nelson, cultivateur; la dite Mathilda Boislard, demeurant actuellement et temporairement en la ville de Victoriaville, dûment autorisée aux fins des présentes. Demanderesse;

vs.

Le dit Gédéon Vallières, Défendeur.
Une action en séparation de corps a été, ce jour, instituée contre le défendeur en cette cause.

PERRAULT & PERRAULT,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 14 février 1906. 1525.2

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure*
No 1963.

Marie Ruhlmann, actuellement de la cité de Québec, épouse commune en biens de Joseph Loschy, dûment autorisée à ester en justice par la cour, Demanderesse;

vs.

Joseph Loschy, autrefois de la cité de Québec, actuellement de lieux inconnus, Défendeur.
Une action en séparation de corps et biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

BEDARD, ROY & CHALOULT,
Procureurs de la demanderesse.
Québec, 10 avril 1906. 1479.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3208.

Dame Victoria Juillet, épouse de Avila Berthiaume, entrepreneur menuisier, des cité et district de Montréal, Demanderesse;

vs.

Avila Berthiaume, entrepreneur menuisier, des cité et district de Montréal, Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

LOUIS ST JEAN,
Député protonotaire.
P. R. DU TREMBLAY,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 30 mars 1906. 1467.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 2597.

Dame Graziella Bilodeau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Ernest Berthiaume, du même lieu, entrepreneur plombier, dûment autorisée à ester en justice; Demanderesse;

vs.

Joseph Ernest Berthiaume, des cité et district de Montréal, entrepreneur plombier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 15^e jour de mars 1906, contre le défendeur.

LOUIS ST-JEAN,
Député protonotaire.
P. R. DU TREMBLAY,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 22 mars 1906. 1469.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3210.

Dame Eliza Goulet, épouse de J. Hormidas Gendron, agent, de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

JULIEN & BÉRARD,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 30 mars 1906. 1333.4

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 29.

Dame Mathilda Boislard, wife common as to property of Gédéon Vallières, of the parish of Sainte-Anastasia de Nelson, farmer; the said Mathilda Boislard, living actually and temporarily in the city of Victoriaville, duly authorized to these presents, Plaintiff;

vs.

The said Gédéon Vallières, Defendant.
An action for separation from bed and board has been, this day, instituted against the defendant in that case.

PERRAULT & PERRAULT,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 14th February, 1906. 1526

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court*
No. 1963.

Marie Ruhlmann, now of the city of Quebec, wife common as to property of Joseph Loschy, duly authorized to sue by the court, Plaintiff;

vs.

Joseph Loschy, heretofore of the city of Quebec, now of parts unknown, Defendant.
An action for separation as to bed and board has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

BEDARD, ROY & CHALOULT,
Attorneys for plaintiff.
Quebec, 10th April, 1906. 1480

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3208.

Dame Victoria Juillet, wife of Avila Berthiaume, joiner undertaker, of the city and district of Montreal, Plaintiff;

vs.

Avila Berthiaume, joiner undertaker, of the city and district of Montreal, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation as to property against the defendant.

LOUIS ST. JEAN,
Deputy prothonotary.
P. R. DU TREMBLAY,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 30th March, 1906. 1468

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 2597.

Dame Graziella Bilodeau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Ernest Berthiaume, of the same place, plumber-undertaker, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs.

Joseph Ernest Berthiaume, of the city and district of Montreal, plumber-undertaker, Defendant.

An action for separation as to property, has, the 15th of March, 1906, been instituted against the defendant.

LOUIS ST. JEAN,
Deputy prothonotary.
P. R. DU TREMBLAY,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 22nd March, 1906. 1470

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3210.

Dame Eliza Goulet, wife of J. Hormidas Gendron, agent, of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

JULIEN & BÉRARD,
Attorneys for plaintiffs.
Montreal, 30th March, 1906. 1334

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 56.

Dame Mina Bercovitch, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jacob Laibovitch, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Jacob Laibovitch, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

HUTCHINS & MARGOLESE,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 22 mars 1906. 1331.4

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

Dame Azilda Leblanc, épouse de Narcisse Précourt, cultivateur, de Saint Antoine La Baie du Febvre, comté d'Yamaska, dans le district de Richelieu,
Demanderesse ;

vs

Le dit Narcisse Précourt, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.

L. P. FOURNIER,
Avocat de la demanderesse.

Sorel, 20 mars 1906. 1201 5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2759.

Dame Elizabeth Desjardins, épouse commune en biens de Joseph Prud'homme, marchand de la cité de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

CHS. BRUCHESI,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 9 avril 1906. 1465.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1821.

Dame Délina Fraser, de Montréal, épouse de Edmond Audet dit Lapointe, menuisier, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Edmond Audet dit Lapointe, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 2e jour d'avril 1906.

BEAUREGARD, RAINVILLE &
ST-JULIEN,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 2 avril 1906. 1413.3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*

Dame Eulalie Desmarais, épouse commune en biens de Bernard Philippe Chartrand, de la ville de Richmond, dans le district de Saint-François, et dûment autorisée à l'effet des présentes,
Demanderesse ;

vs

Le dit Bernard Philippe Chartrand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 10e jour d'avril 1906.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
1471.3 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dame Smarelde Boucher, épouse de Hector Matteau, marchand, tous deux de la paroisse de Saint-Elie de Caxto, a intenté une action en séparation le biens contre son époux.

ARTHUR BELIVEAU,
Procureur de la demanderesse.
Trois-Rivières, 12 avril 1906. 1485.3

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 56.

Dame Mina Bercovitch, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jacob Laibovitch, and duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Jacob Laibovitch, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

HUTCHINS & MARGOLESE,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 22nd March, 1906. 1332

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*

Dame Azilda Leblanc, wife of Narcisse Precourt, farmer, of Saint Antoine La Baie du Febvre, county of Yamaska, in the district of Richelieu,
Plaintiff ;

vs

The said Narcisse Precourt, of the same place, Defendant.
An action in separation as to bed and property, has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

L. P. FOURNIER,
Attorney for plaintiff.

Sorel, 20th March, 1906. 1202

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2759.

Dame Elizabeth Desjardins, wife common as to property of Joseph Prud'homme, of the city of Montreal, merchant, and duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

CHS. BRUCHESI,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, April 9th 1906. 1466

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1821.

Dame Delima Fraser, wife of Edmond Audet dit Lapointe, carpenter, of Montreal,
Plaintiff ;

vs

Edmond Audet dit Lapointe, of the same place, Defendant.
An action in separation as to property has been taken, this day, by the plaintiff, against defendant.

BEAUREGARD, RAINVILLE &
ST-JULIEN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 2nd April, 1906. 1414

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*

Dame Eulalie Desmarais, wife commune en biens of Bernard Philippe Chartrand, of the town of Richmond, of the district of Saint Francis, and for the purpose hereof judiciously authorized,
Plaintiff ;

vs

The said Bernard Philippe Chartrand, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, the 10th day of April, 1906.

LAWRENCE, MORRIS & McIVER,
1472 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

Dame Smarelde Boucher, wife of Hector Matteau, merchant, both of the parish of Saint Elie de Caxton, has instituted an action for separation as to property against her husband.

ARTHUR BELIVEAU,
Attorney for plaintiff.
Three Rivers, 12th April, 1906. 1486

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1937.

Dame Sarah Bercovitch, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Harry Wolofsky, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Harry Wolofsky, des cité et district de Montréal,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

HUTCHINS & MARGOLESE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 7 février 1906. 1229.5

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
No 7622.

Elbert Norman Jewell, ci-devant du canton de Brome, district de Bedford, agent d'assurance, et maintenant de lieux inconnus aux états-unis d'Amérique, a été poursuivi en séparation de corps et de biens et en séparation de biens par son épouse, Dame Victoria L. Leonard, du canton de Sutton, district de Bedford, commune en biens avec lui, dûment autorisée par un juge de la dite cour supérieure à ester en justice.

BAKER & BAKER,

Procureurs de la demanderesse.

Sweetsburg, 13 mars 1906. 1233.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour supérieure.*
No. 1857

Dame Olivine Marcotte, épouse de Alfred Leclair, journalier, tous deux de la cité de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

J. A. BEAULIEU,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 12 février 1906. 1481.3

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 726.

Dame Arthemise Amyot, épouse commune en biens de Polycarpe Vézina, manufacturier, de la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Polycarpe Vézina, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 7 avril 1906.

PREVOST & RINFRET,

Procureurs de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 11 avril 1906. 1487.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3212.

Dame Dorsina Vanier, de Montréal, épouse commune en biens de Paul Denis, charretier, du même lieu, dûment autorisée en justice, a institué contre son mari une action en séparation de biens.

BENJ. BENOIT,

Avocat de la demanderesse

Montréal, 9 avril 1906. 1483.3

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 1290.

Dame Léa Leblanc, de la paroisse de Saint-Anicet, district de Beauharnois, épouse commune en biens de François Dupuis, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice. Demanderesse ;

vs

Le dit François Dupuis, cultivateur, du même lieu. Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1937

Dame Sarah Bercovitch, of the city and district of Montreal, wife separated common as to property of Harry Wolofsky, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Harry Wolofsky, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted against defendant.

HUTCHINS & MARGOLESE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th February, 1906. 1230

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 7622.

Elbert Norman Jewell, heretofore of the township of Brome, district of Bedford, insurance agent, and now of parts unknown in the united states of America, has been sued in separation of bed and board and in separation of property by his wife, Dame Victoria L. Leonard, of the township of Sutton, district of Bedford, between whom community of property exists, she being duly authorized for all the purposes of said action by a judge of the said superior court.

BAKER & BAKER,

Attorneys for plaintiff.

Sweetsburg, 13th March, 1906. 1234

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1857.

Dame Olivine Marcotte, wife of Alfred Leclair, laborer, both of the city of Montreal, has, this day, instituted an action for separation of property against her husband.

J. A. BEAULIEU,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 12th February, 1906. 1482

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 726.

Dame Arthemise Amyot, wife common as to property of Polycarpe Vézina, manufacturer, of the town of Saint Jérôme, said district, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs

The said Polycarpe Vézina, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 7th April instant.

PREVOST & RINFRET,

Attorneys for plaintiff.

Saint Scholastique, 11th April, 1906. 1488

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3212.

Dame Dorsina Vanier, of Montreal, wife common as to property of Paul Denis, carter, of the same place, duly authorize to ester en justice, has instituted against her husband an action in separation as to property.

BENJ. BENOIT,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 9th April, 1906. 1484

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No 1290

Dame Léa Leblanc, of the parish of St-Anicet, district of Beauharnois, wife in community as to property of François Dupuis, of the same place, and duly authorized to appear in court, Plaintiff ;

vs

The said François Dupuis, farmer, of the same place, Defendant.

An action for separation from bed and board and

a été intentée ce jour par la demanderesse contre le défendeur.

LUDGER CODEBECQ,
Avocat de Demanderesse
Salaberry de Valleyfield, 29 mars 1906. 1577-2

THE NAPIERVILLE JUNCTION RAILWAY COMPANY.

Avis est par le présent donné qu'une assemblée générale annuelle des actionnaires de "Napierville Junction Railway Company" sera tenu au No 7, Place d'Armes Square, dans la cité de Montréal, mercredi, le 30e jour de mai 1906, à deux heures de l'après-midi, pour l'élection des directeurs et autres affaires.

JOHN R. MYERS,
Secrétaire.
Montréal, 11 avril 1906. 1491.3

of property has been brought this day by the plaintiff against the defendant.

LUDGER CODEBECQ,
Attorney for Plaintiff.
Salaberry de Valleyfield, 29th March, 1906. 1578

THE NAPIERVILLE JUNCTION RAILWAY COMPANY.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the shareholders of the Napierville Junction Railway Company will be held at No. 7, Place d'Armes Square, in the city of Montreal, on Wednesday, the 30th day of May, 1906, at the hour of two o'clock in the afternoon, for the purpose of electing directors and the transaction of other business.

JOHN R. MYERS,
Secretary.
Montreal, 11th April, 1906. 1492

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières, } *Cour Supérieure.*
In re J. A. Dufresne & Fils, de la cité des Trois-Rivières, marchands-épiciers, Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'à mercredi, le 16 mai 1906, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

FERD. BELLEFEUILLE,
Curateur.
Trois-Rivières, 20 avril 1906. 1587

Province de Québec, }
District de Richelieu, } *Cour Supérieure*
In re P. Lavallée, Sainte-Victoire, P. Q., Insolvable.

Un 1er dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 14 mai 1906.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.
Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 28 avril 1906. 1605

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
No 35.

Dans l'affaire de P. J. A. Collins & Cie, manufacturiers, de Montréal, Faillis.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé, sujet à objection, au bureau du soussigné, jusqu'au 14 mai 1906, le et après lequel jour le dividende sera payable.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.
Edifice "New York Life",
11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 24 avril 1906. 1613

District de Montréal.

Dame Sophie Bonnin, veuve de Célestin Albert, entrepreneur, de Maisonneuve, a. le 21 avril 1906, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, conformément à la loi.

NAPOLEON ST AMOUR,
Gardien provisoire.
11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 24 avril 1906. 1611

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Three Rivers, } *Superior Court*
In re J. A. Dufresne & Fils, of the city of Three Rivers, merchant grocers, Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until Wednesday, the 16th of May, 1906, after which date the dividends will be payable at my office.

FERD BELLEFEUILLE,
Curator.
Three Rivers, 20th April, 1906. 1588

Province of Quebec, }
District of Richelieu, } *Superior Court*
In re P. Lavallée, Sainte Victoire, P. Q., Insolvent.

A 1st dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 14th May, 1906.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.
Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 28th April, 1906. 1606

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No. 35.

In the matter of P. J. A. Collins & Co., manufacturers, of Montreal, Insolvents.
A first and final dividend sheet has been prepared, open to objection until the 14th of May, 1906, at the office of the undersigned, on and after which date the dividend will be payable.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.
New York Life Building.
11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 24th April, 1906. 1614

District of Montreal.

Dame Sophie Bonnin, widow of Célestin Albert, contractor, of Maisonneuve, has, on the 21st day of April, 1906, made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Montreal, according to law.

NAPOLEON ST AMOUR,
Provisional guardian.
11, Place d'Armes, Montreal
Montreal, 24th April, 1906. 1612

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
In re François Arpin (F. Arpin & Cie.), Marie-
ville, Qué., Failli.
Avis est donné que le vingt-troisième jour d'avril
1906, le dit failli a déposé son bilan au greffe de la
cour supérieure du district de Saint-Hyacinthe.

A. LAMARCHE,
Subrogé gardien provisoire.

No 2, Place d'Armes.
Montréal, 24 avril 1906. 1609

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 3894.

Dans l'affaire de Elie Falardeau, voiturier, du vil-
lage de Saint-Gabriel de Brandon, dans le dis-
trict de Joliette, Débiteur insolvable ;
et

Pierre Gravel *et al*, Créanciers requérant cession.
Avis est par le présent donné que le dit débi-
teur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses
biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau
du protonotaire de la cour supérieure, à Joliette.

J. M. MARCOTTE,
Gardien provisoire.

Joliette, 24 avril 1906. 1639

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 125.

In re Ménasippe Laurence, Saint-Faustin, Qué.,
Failli.

Avis est donné que j'ai préparé un second et
dernier bordereau de collocations, lequel sera paya-
ble à mon bureau, No 2, Place d'Armes, Montréal, le
ou après le quinzième jour de mai 1906.

A. LAMARCHE,
Curateur. 1637

Montréal, 25 avril 1906.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re R. D. Anglin & Son, bouchers, de la ville de
Westmount, Faillis ;
et

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividende est préparé, et sera
payable à mon bureau, le et après le 15e jour de
mai 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 24 avril 1906. 1635

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*

In re J. I. Chouinard, Demandeur ;
vs.

F. X. Langlois, marchand de chaussures, de Saint
Jean, Qué., Défendeur-absent.

Avis est par les présentes donné que, par ordre
de cette cour, le 20e jour d'avril 1906, j'ai été
nommé curateur aux biens du dit défendeur-absent,
pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devront être produites à mon
bureau sous 30 jours pour être colloquées pour
dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 23 avril 1906. 1633

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re G. Anatole Rolland, manufacturier, de Mont-
réal, sous la raison sociale de "Rolland Bros &
Co", Failli ;
and

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné qu'un premier

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court*
In re François Arpin (F. Arpin & Cie.), Marie-
ville, Que., Insolvent.

Notice is given that on the twenty third
day of April, 1906, the said insolvent has made an
assignment at the office of the superior court for the
district of Saint Hyacinth.

A. LAMARCHE,
Subrogate provisional guardian.

No. 2, Place d'Armes.
Montreal, 24th April, 1906. 1610

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 3894.

In the matter of Elie Falardeau, carriage maker,
of the village of Saint Gabriel de Brandon, in
the district of Joliette, Insolvent debtor ;
and

Pierre Gravel *et al*, Petitioners for assignment.
Notice is hereby given that the said debtor has,
this day, made a judicial abandonment of his pro-
perty for the benefit of his creditors, at the pro-
thonotary's office of the superior court, at Joliette.

J. M. MARCOTTE,
Provisional guardian.

Joliette, 24th April, 1906. 1640

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 125.

In re Menasippe Laurence, Saint Faustin, Que.,
Insolvent.

Notice is given that a second and final dividend
sheet has been prepared, which will be payable at
my office, No. 2, Place d'Armes, Montreal, on or
after the fifteenth day of May, 1906.

A. LAMARCHE,
Curator. 1638

Montreal, 25th April, 1906.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re R. D. Anglin & Son, butchers, of the town of
Westmount, Insolvents ;
and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final divid-
end sheet has been prepared, and will be payable
at my office, on or after the 15th of May, 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 24th April, 1906. 1636

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*

In re J. I. Chouinard, Plaintiff ;
vs.

F. X. Langlois, dealer in shoes, of Saint John,
P. Q., Absent defendant.

Notice is hereby given that, by order of this
court, I was, on the 20th day of April, 1906,
appointed curator to the estate of the said absent
defendant, for the benefit of his creditors.

Claims should be filed at my office within thirty
days to be collocated for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 23rd April, 1906. 1634

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re G. Anatole Rolland, manufacturer, of Mon-
treal, under the firm of Rolland Bros & Co,
Insolvent ;
and

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final divid-

et dernier bordereau de dividende est préparé, et sera payable à mon bureau, le et après le seizième jour de mai 1906*

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 25 avril 1906.

1631

end sheet has been prepared, and will be payable at my office, on or after the sixteenth day of May, 1906.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 25th April, 1906.

1632

Règles de Cour

Canada,
Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Gaspé. } *Cour Supérieure.*
No 950.
Thomas Crockett, Demandeur ;
vs
Damase Lacasse, Défendeur ;
et
A. Marceau et al, Opposants afin de conserver.
Il est enjoint aux créanciers du dit défendeur de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.
G. F. MAGUIRE,
P. C. S.
W. A. E. FLYNN,
Procureur du demandeur.
New Carlisle, 10 avril 1906. 1495.2

Province de Québec,
District de d'Iberville. } *Cour de Circuit.*
No 3408.
Alphonse F. Gervais, Demandeur ;
vs
Joseph A. Bissonnette, marchand, de la paroisse de Saint-Blaise, district d'Iberville, Défendeur ;
et
James McDonnell, Opposant.
En vertu de l'ordre de cette cour, donné le 5 avril 1906, vu l'allégation de l'insolvabilité du défendeur, les créanciers du dit défendeur sont requis de produire leurs réclamations en cette cause, au greffe de la cour de circuit du district d'Iberville, sous quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état de compte avec pièces justificatives, conformément à l'article 673 du code de procédure civile.

ALPHONSE MORIN,
Greffier de la cour de circuit.
Saint-Jean, 5 avril 1906. 1523.2

Licitations

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1730.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le dix-septième jour d'avril mil neuf cent six, dans une cause dans laquelle Alexandre Desmarceau, comptable, de la cité et du district de Montréal, est Demandeur, et Dame Mélina Roy, de la cité et du district de Montréal, veuve de Olivier Maurice Augé, en son vivant avocat et conseil du Roi, du même lieu ; Edouard J. Augé, chirurgien-dentiste, de Woonsocket, Rhode Island, états unis d'Amérique ; Cordélia Augé, de Putnam, Connecticut, états-unis d'Amérique, veuve de Ferdinand Martin, en son vivant du même lieu ; Parmélia Augé, de Putnam susdit, épouse de Pierre alias René St George, journalier, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes ; Michel Augé,

Rules of Court

Canada,
Province of Quebec,
District of Gaspé,
County of Gaspé. } *Superior Court.*
No. 950.
Thomas Crockett, Plaintiff ;
vs
Damase Lacasse, Defendant ;
and
A. Marceau et al, Opposants for payment.
The creditors of the defendant are ordered to file their claims within the fifteen days from the date of the first insertion of the present notice.
G. F. MAGUIRE,
P. S. C.
W. A. E. FLYNN,
Attorney for plaintiff.
New Carlisle, 10th April, 1906. 1496

Province of Quebec,
District of Iberville. } *Circuit Court.*
No. 3408.
Alphonse F. Gervais, Plaintiff ;
vs
Joseph A. Bissonnette, trader, of the parish of Saint Blaise, district of Iberville, Defendant ;
and
James McDonnell, Opposant.
Under the order of this court, given on 5th April, 1906, seeing the allegation of the insolvency of the defendant, the creditors of the said defendant are now called upon to file them in this cause, at the office of the said circuit court of the district of Iberville, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement of account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

ALPHONSE MORIN,
Clerk circuit court.
Saint Johns, 5th April, 1906. 1524

Licitations

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 1730.

Notice is given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the seventeenth day of April, one thousand nine hundred and six, in a cause in which Alexandre Desmarceau, accountant, of the city and district of Montreal, is Plaintiff, and Dame Melina Roy, of the city and district of Montreal, widow of Olivier Maurice Augé, in his lifetime advocate and King's counsel, of the same place ; Edouard J. Augé, surgeon dentist, of Woonsocket, Rhode Island, in the United States of America ; Cordélia Augé, of Putnam, Connecticut, in the United States of America, widow of Ferdinand Martin, in his lifetime of the same place ; Parmélia Augé, of Putnam aforesaid, wife of Pierre alias René St George, laborer, of the same place, and the said Pierre alias René St George, as well

journalier, de Holyoke, dans l'état de Massachusetts, états-unis d'Amérique; Auguste Augé, journalier, de North Pownell, dans l'état du Vermont, états-unis d'Amérique; Mélina Augé, de Eastman, dans le comté de Brome, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Auguste Richard, journalier, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Armésine Augé, épouse commune en biens de Henri Rondeau, cultivateur, de la paroisse de Saint-Félix de Valois, dans le district de Joliette, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Marie Augé, de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Louis St Jean, employé civil, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes; Joseph Haynes, architecte, du même lieu; Charles H. Catelli, manufacturier, du même lieu; Michel Benoit, comptable, du même lieu; Narzal Birtz Desmarteau, médecin, du même lieu, et Lionel J. Smith, marchand, du même lieu, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

Une terre de forme irrégulière, formant une partie nord-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-sept (No 37), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Genève, dans le comté Jacques-Cartier, contenant environ quatre-vingt-dix arpents en superficie, le tout plus ou moins; bornée en front au sud-est par le chemin public, en arrière au nord-ouest et du côté nord-est par la rivière des Prairies, et du côté sud-ouest par Léandre Lecavalier—avec une maison, une grange et autres bâties dessus construites, avec aussi droit de passage sur la terre du dit Léandre Lecavalier, étant une partie sud-ouest du dit lot numéro trente-sept (No 37), à pied et en voiture, à perpétuité, sur l'autre partie du numéro trente sept (No 37) à l'eau haute, le printemps seulement, à la charge de fermer soigneusement les barrières.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, JEUDI, le TRENTE-UNIÈME jour de MAI prochain 1906, cour tenante, dans la cour supérieure, chambre numéro trente et un, dans le palais de justice, dans la cité de Montréal, à DIX heures ET DEMIE de l'avant midi; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges et conditions de la vente, déposé au greffe du protonotaire de cette cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

BEAUDIN, LORANGER & ST GERMAIN,
Avocats du demandeur.
Montréal, 23 avril 1906. 1603
[Première publication, 28 avril 1906.]

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 9 mars 1906, dans une cause portant la No 1790, des dossiers de la dite cour, dans laquelle les Demandeurs sont: Dame Marie Décarie, de Notre-Dame de Grâce, district de Montréal, épouse contractuellement séparée quant aux biens de M. Félix Décarie, marchand, du même endroit, et le dit sieur Félix Décarie pour autoriser sa femme aux fins des présentes; et Joseph Noël Décarie, écuyer, avocat, de la paroisse de Notre Dame de Grâce,

personally as for authorizing his said wife to the present; Michel Augé, laborer, of Holyoke, Massachusetts, in the United States of America; Auguste Augé, laborer, of North Pownell, Vermont, in the United States of America; Mélina Augé, of Eastman, in the county of Brome, in the district of Bedford, wife common as to property of Auguste Richard, laborer, of the same place, and the said Auguste Richard as well personally as for authorizing his said wife to the present; Armésine Augé, wife common as to property of Henri Rondeau, farmer, of the parish of Saint-Félix de Valois, in the district of Joliette, and the said Henri Rondeau as well personally as for authorizing his said wife to the present; Marie Augé, of the city of Montreal, in the district of Montreal, wife common as to property of Louis St Jean, civil employee, of the same place, and the said Louis St Jean as well personally as for authorizing his said wife to the present; Joseph Haynes, architect, of the same place; Charles H. Catelli, manufacturer, of the same place; Michel Benoit, accountant of the same place; Narzal Birtz Desmarteau, physician, of the same place, and Lionel J. Smith, merchant, of the same place, are Defendants, ordering the licitation of the immoveable described as follows, to wit:

A lot of land of irregular form, being a north east portion of the lot of land known and designated under number thirty seven (No. 37), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Genève, in the county of Jacques Cartier, containing about ninety acres in superficies, the whole more or less; bounded in front towards the south east by the public road, in rear towards the north west and on the north east side by the river des Prairies, and on the south west side by Léandre Lecavalier—with a house, a barn and other buildings thereon constructed, with also the right of passage on the land of said Léandre Lecavalier, being a south west portion of said lot number thirty-seven, on foot and with vehicles, for ever, on the other portion of number thirty seven at high water, during the spring only, with the obligation to close carefully the gates.

The property above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on THURSDAY, the THIRTY FIRST day of MAY next, 1906, sitting the court, in the superior court, room number thirty one, in the court house, in the city of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges and conditions of sale, deposited in the office of the prothonotary of said court; and that any opposition to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after adjudication, and failing the parties to file such opposition within the delay hereby mentioned, they will be foreclosed from doing so.

BEAUDIN, LORANGER & ST GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 23rd April, 1906. 1604
[First published, 28th April, 1906.]

LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, rendered on the 9th of March, 1906, in a cause bearing the number 1790, of the records of said court, wherein the Plaintiffs are: Dame Marie Decarie, of Notre Dame de Grâce, district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Mr. Felix Decarie, merchant, of the same place, and the said Mr. Felix Decarie to authorize his wife for the purposes hereof, and Joseph Noel Decarie, esquire, advocate, of the parish of Notre Dame de Grâce, district of

district de Montréal, contre Antoine Décarie, marchand; Bernadette Décarie, épouse commune en biens de Alphonse Décarie, cultivateur, et le dit Alphonse Décarie tant personnellement que pour autoriser sa femme; Appoline Décarie, fille majeure; Dame Rose-de-Lima Hurtubise, veuve de feu Félix Décarie, en son vivant cultivateur, agissant en sa qualité de tutrice à Ursule Décarie et Radegonde Décarie, toutes deux enfants mineurs issues de son mariage avec feu Félix Décarie, les cinq défendeurs ci-dessus nommés étant de la paroisse de Notre-Dame de Grâces, district de Montréal; Maria Décarie, de la ville de la Côte-des-Neiges, épouse contractuellement séparée quant aux biens de Alexandre Eustache Prudhomme, écuyer, notaire, du même endroit, et le dit Alexandre Eustache Prudhomme pour autoriser sa femme aux fins des présentes; Félix Décarie, marchand, de la paroisse de Notre-Dame-de-Grâces, dit district, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

Un emplacement situé du côté est du chemin du Roi, de la Côte-Sainte-Antoine, en la paroisse de Notre-Dame-de-Grâces, district de Montréal, contenant quarante-huit pieds de front par cent pieds de profondeur, le tout mesure française, et plus ou moins, le dit emplacement faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-neuf (189), aux plan et livre de relevé officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, dans le comté d'Hochelaga; et étant borné le dit emplacement ou la dite partie de lot en front par le chemin du Roi, de la Côte-Sainte-Antoine, en arrière et d'un côté, par d'autres parties du dit lot numéro cent quatre-vingt-neuf, sur le dit plan, et d'autre côté, au sud-ouest par le lot numéro cent quatre-vingt-quatre, sur le même plan — sans que les bâtisses érigées sur le dit emplacement soient comprises dans la dite vente, et sujettes au droit d'usufruit appartenant à Dame Marie Décarie, la demanderesse.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience, numéro trente et un, cour de pratique, au palais de justice, à Montréal, district de Montréal; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après les dites vente et adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

LAMOTHE & TRUDEL,

1377-2 Avocats des demandeurs.
[Première publication, 7 avril 1906.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: **I**N RE AMÉDÉ BRUNELLE, Insolvable; et V. E. PARADIS, Curateur.

1° Un emplacement maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Princeville, sous le numéro cinquante-deux (52),

Montreal, against Antoine Decarie, merchant, Bernadette Decarie, wife common as to property of Alphonse Decarie, farmer, and the said Alphonse Decarie as well personally as to authorize his wife; Appoline Decarie, spinster; Dame Rose-de-Lima Hurtubise, widow of the late Felix Decarie, in his lifetime farmer, acting in her quality of tutrix to Ursule Decarie and Radegonde Decarie, both minor children issue of her marriage with the late Felix Decarie, the five defendants hereinabove named being of the parish of Notre Dame de Graces, district of Montreal; Maria Decarie, of the town of Cote des Neiges, wife separated as to property of Alexandre Eustache Prudhomme, esquire, notary, of the same place, and the said Alexandre Prudhomme to authorize his said wife for the purposes hereof; Felix Decarie, merchant, of the parish of Notre Dame de Graces, said district, are Defendants, ordering the licitation of the immovable described as follows, to wit:

A lot situate on the east side of the King's highway of the Cote Saint Antoine, in the parish of Notre Dame de Graces, district of Montreal, containing forty eight feet in front by one hundred feet in depth, the whole french measure, and more or less, said lot forming part of the lot of land known and described as number one hundred and eighty nine (189), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, in the county of Hochelaga; said lot or part of lot be bounded in front by the King's highway, on the Cote Saint Antoine, in rear and on one side by other parts of the said lot number one hundred and eighty nine, on the said plan, on the south west by lot number one hundred and eighty four, on the same plan — without the buildings erected on the said lot being comprised in the said sale, and subject to the right of usufruct belonging to Dame Marie Decarie, the plaintiff.

The property above described will be put up to auction and adjudged and sold to the last and highest bidder, at the sitting of the superior court, in room thirty one, practice court, in the court house, at Montreal, district of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, on the NINTH day of MAY next; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that all oppositions for payment must be filed within six days from the adjudication, and failing the parties to file such opposition with the delay hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

LAMOTHE & TRUDEL,

1378 Attorneys for plaintiffs.
[First published, 7th April, 1906.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATORS WRIT.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: **I**N RE AMÉDÉ BRUNELLE, Insolvent; and V. E. Paradis, Curator.

1. An emplacement now known and described on the official plan and book of reference for the village of Princeville, under number fifty two (52), con-

contenant quarante-quatre pieds de front sur quatre-vingt-dix-huit pieds de profondeur, plus ou moins—avec maison, grange, étable et autres bâtisses dessus construites.

2° Un emplacement de forme irrégulière, étant la continuation en profondeur de l'emplacement sus-décrit, tel qu'il est enclos au bout de la dite profondeur, et faisant partie de la terre connue au cadastre du dit village de Princeville, sous le numéro quarante et un (41)—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus les dits deux emplacements "en bloc", à la porte de l'église paroissiale de Saint-Eusèbe de Stanfold, le VINGT-NEUVIÈME jour de MAI 1906, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 27 avril 1906. 1625
[Première publication, 28 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } JAMES REED, Ecr.,
No 272. } M.D., Demandeur ;
contre EDWIN L. LOOMIS, Défendeur.

Les lots numéros vingt-neuf et trente du rang C, et vingt-sept, vingt-huit et vingt-neuf du rang A, dans le canton de Coleraine—avec les constructions, sheds, etc., servant à l'exploitation de la mine d'asbeste.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse de Thetford, le TRENTE-UNIÈME jour de MAI 1906, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif. Shérif.
Arthabaska, 27 avril 1906. 1627
[Première publication, 28 avril 1906.]

taining forty four feet in front by ninety eight feet in depth, more or less—with a house, barn, stables and other buildings thereon erected.

2. An emplacement of irregular form, being the continuation in depth of the above described emplacement, as it is fenced at the end of said depth, and being part of the piece of land known as cadastral lot number forty one (41), of the said village of Princeville—with buildings thereon erected.

To be sold said two emplacements in a block, at the parochial church door of Saint Eusebe of Stanfold, on the TWENTY NINTH day of MAY, 1906, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 27th April, 1906. 1626
[First published, 28th April, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } JAMES REED, Esq., M.
No. 272. } D., Plaintiff ; against
EDWIN L. LOOMIS, Defendant.

Lots numbers twenty nine and thirty of range C, and twenty seven, twenty eight and twenty nine of range A, in the township of Coleraine—with the buildings, sheds, &c., pertaining to the working of the asbestos mine.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford, on the THIRTY FIRST day of MAY, 1906, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 27th April, 1906. 1628
[First published, 28th April, 1906.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Province de Québec, } JOSEPH MAHEUX, re-
Beauce, à savoir : } quérant ; contre PHILE-
No 12. } MON MAHEUX, insolva-
ble, et VITAL ELZEAR PARADIS, curateur.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Georges, en le premier rang du fief Sainte-Barbe de la Famine, côté nord-est du chemin public, contenant quarante pieds de front sur cent cinquante-trois pieds de profondeur, le tout mesure française ; borné en front par le chemin public, en arrière partie par Joseph Gagnon et partie par le terrain ci-après décrit, au nord-ouest par J. Chaperon, notaire, et au sud-est par Joseph Gagnon, étant le dit emplacement partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-seize (596), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Georges—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

2° Un autre emplacement situé en arrière de celui sus-désigné, contenant quarante pieds de front, ayant quarante-cinq pieds de largeur au bout de la profondeur sur cent cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise ; borné au front par le terrain sus-décrit, en arrière par Charles Fortin, au nord-ouest par le terrain ci-après désigné, et au sud-est par Ovide Buteau—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

3° Un autre emplacement situé au même endroit que le précédent, contenant deux perches et quatre pieds de front, ayant une perche et treize pieds et demi de largeur au bout de la profondeur, sur huit

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Beauce.

Province of Québec, } JOSEPH MAHEUX,
Beauce, to wit : } petitioner ; against PHIL-
No. 12. } LEMON MAHEUX, in-
solvent, and VITAL ELZEAR PARADIS, curator.

1. A lot situate in the parish of Saint Georges, in the first range of the *Fief Sainte-Barbe de la Famine*, north east side of the public road, containing forty feet in front by one hundred and fifty three feet in depth, the whole french measure ; bounded in front by the public road, in rear partly by Joseph Gagnon and partly by the lot hereinafter described, on the north west by J. Chaperon, notary, and on the south east by Joseph Gagnon, said lot being part of lot number five hundred and ninety six (596), of the official cadastre of the said parish of Saint Georges—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another lot situate in rear of the one herein above described, containing forty feet in front, having forty five feet in width at the end of the depth by one hundred and five feet in depth, the whole english measure ; bounded in front by the lot above described, in rear by Charles Fortin, on the north west by the land hereinafter described, and on the south east by Ovide Buteau—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Another lot situate at the same place as the preceding one, containing two perches and four feet in front, and one perche and thirteen feet and a half in width at the end of the depth ; bounded ni

perches et huit pieds de profondeur; borné en front par Paul Gilbert ou représentants, en arrière par Charles Fortin, au nord-ouest par Joseph Gagnon, et au sud-est par le terrain ci-dessus décrit en second lieu; les deux derniers terrains ci-dessus en dernier lieu désigné étant aussi partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-seize (596), du cadastre susdit.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges de la Beauce, le HUITIEME jour de MAI prochain (1906), à UNE heure de l'après-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 2 avril 1906.

1319.2

[Première publication, 7 avril 1906.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Province de Québec, } **DAME MARY**
District de Beauharnois. } **GOODMAN ES-**
No 1046. } **QUALITÉ, Demande-**

resse; contre **JOHN BOYD ET AL.** Défendeurs.
Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du township de Hinchinbrook, comme lot numéro trente et un C (31 C), sur le premier rang du dit township de Hinchinbrook—avec les bâtisses.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Patrice de Hinchinbrook, **JEUDI**, le **DIXIEME** jour de **MAI** prochain, à **UNE** heure de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 4 avril 1906.

1347.2

[Première publication, 7 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.
Province de Québec, } **AMBROISE D'AOUST,**
District } **Demandeur; contre**
de Beauharnois. } **DAME EVELINA DUDE-**
No 1284. } **VOIR ET VIR., Défendeurs.**

1° Un lot de terre connu aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, sous le numéro cent quarante (140)—avec les bâtisses dessus construites. A distraire d'icelui une pièce de terrain, de forme triangulaire, mesurant neuf pieds et cinq pouces, sur la ligne de division entre les lots numéros cent trente-neuf et cent quarante (139 et 140), et allant toucher la ligne de division entre les lots Nos 140 et 141, à vingt et un pieds du coin du dit lot No 141; borné vers l'est par le lot No 139, du côté sud-ouest par le lot No 141, et du côté nord par le résidu du No 140.

2° Un autre lot formant partie du lot de terre, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, sous le numéro cent quarante et un (141), de forme triangulaire, mesurant neuf pieds et cinq pouces de front sur la ruelle Tessier, et allant toucher à la ligne de division entre les lots 140 et 141, à vingt et un pieds du coin nord-ouest du dit lot No 141; borné vers l'ouest par la ruelle Tessier, vers le nord par le lot No 140, et vers le sud-est par le résidu du dit lot No 141—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Salaberry de Valleyfield, le

front by Paul Gilbert or representatives, in rear by Charles Fortin, on the north west by Joseph Gagnon, and on the south east by the lot hereinabove secondly described; the last two lots lastly hereinabove described being also part of lot number five hundred and ninety six (596), of the said cadastre.

To be sold at the church door of the parish of Saint Georges de la Beauce, on the **EIGHTH** day of **MAY** next (1906), at **ONE** o'clock in the afternoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 2nd April, 1906.

1320

[First published, 7th April, 1906.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Province of Quebec, } **DAME MARY**
District of Beauharnois. } **GOODMAN, ES-**
No. 1046. } **QUALITÉ, Plaintiff;**

against **JOHN BOYD ET AL.** Defendants.

A lot of land known and described on the official plan and book of reference of the township of Hinchinbrook, as lot number thirty one C (31 C), on the first range of the township of Hinchinbrook—with the buildings.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Patrick of Hinchinbrook, on **THURSDAY**, the **TENTH** day of **MAY** next, at **ONE** of the clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry of Valleyfield, 4th April, 1906.

1348

[First published, 7th April, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.
Province of Quebec } **AMBROISE D'AOUST,**
District } **Plaintiff; against**
of Beauharnois. } **DAME AVELINE DUDE-**
No. 1284. } **VOIR ET VIR., Defendants.**

1. A lot of land known and described on the official plan and book of reference of the town of Salaberry de Valleyfield, as number one hundred and forty (140)—with the buildings thereon erected. Reserving therefrom a piece of land of triangular shape, measuring nine feet five inches on the division line between the lots numbers one hundred and thirty nine and one hundred and forty (139 and 140), and going to touch the division line between the lots Nos. 140 and 141, at twenty one feet from the corner of the said lot No. 141; bounded on the east by lot No. 139, on the south west side by lot No. 141, and on the north side by the residue of the No. 140.

2. Another lot of land forming part of the lot of land known and described on the official plan and book of reference as number one hundred and forty one (141), of the town of Salaberry de Valleyfield, of triangular shape, measuring nine feet five inches in front on Tessier street, and going to touch the division line between the lots 140 and 141, at twenty one feet from the north west corner of the said lot No. 141; bounded on the west by Tessier street, on the north by lot No. 140, and on the south east by the residue of the said lot No. 141—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, in the court house, at the city of Salaberry of Valleyfield, on

HUITIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, en une seule et même exploitation.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 4 avril 1906. 1345-2
[Première publication, 7 avril 1906.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **LA VILLE DE SAINT-JEAN**, No 157. } **JEAN**, corps politique et incorporé, ayant son bureau d'affaires dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demanderesse; contre **DAME AUGUSTA M. GRANT ET AL**, Défendeurs.

Un terrain sis et situé au côté ouest de la rue Jacques-Cartier, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous les numéros trois cent trois, trois cent quatre, trois cent sept et trois cent huit (Nos 303, 304, 307 et 308)—avec une maison en pierre et une serre y attenante, un kiosque, hangars, remises, écuries et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le HUITIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 4 avril 1906. 1365-2
[Première publication, 7 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **LES COMMISSAIRES** No 158. } **D'ECOLLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE SAINT-JEAN**, Demandeurs; contre **DAME AUGUSTA M. GRANT ET AL**, Défendeurs.

Un lot de terre sis et situé au côté ouest de la rue Champlain, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous le numéro cent vingt-six (No 126)—avec deux maisons en bois et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le HUITIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 4 avril 1906. 1367-2
[Première publication, 7 avril 1906.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

the EIGHTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 4th April, 1906. 1346
[First published, 7th April, 1906.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville

Saint Johns, to wit : } **THE TOWN OF SAINT** No 157. } **JOHNS**, body politic and corporate, having its place of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff; against **DAME AUGUSTA M. GRANT ET AL**, Defendants.

A piece of ground lying and situate on the west side of Jacques Cartier street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the numbers three hundred and three, three hundred and four, three hundred and seven and three hundred and eight (Nos. 303, 304, 307 and 308)—with a stone house and a contiguous conservatory, a kiosk, sheds, coach houses, stables and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the EIGHTH day of MAY next, at HALF PAST ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 4th April, 1906. 1366
[First published, 7th April, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **THE SCHOOL COMMIS-** No 158. } **SIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF SAINT** **JOHNS**, Plaintiffs; against **DAME AUGUSTA M. GRANT ET AL**, Defendants.

A lot of land lying and situate on the west side of Champlain street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number one hundred and twenty six (No. 126)—with two wooden houses and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the said town of Saint Johns, on the EIGHTH day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 4th April, 1906. 1368
[First published, 7th April, 1906.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir : } **D**AME MARIE ANNE
No 3871. } **H**ENAUULT, Demande-
resse ; contre **J**OSEPH HENAUULT, Défendeur.

Un terrain situé en la dite paroisse de Saint-Félix de Valois, comté de Joliette, dans le village d'icelle paroisse, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Félix de Valois, sous le numéro quarante-cin (45), de figure irrégulière ; borné vers le ruisseau Beaubec et sur le terrain de Maxime Crépeau, No 34, vers le sud par un chemin public, vers l'est par George Read, No 44, et vers l'ouest par Elie Masse, No 46, et contenant en superficie environ vingt-deux perches, sans garantie de mesure précise —avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félix de Valois, le TRENTIEME jour du mois de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 23 avril 1906. 1595
[Première publication, 28 avril 1906.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **L**IBOIRE CONSTANT,
No 2467. } marchand, du village
de Vaudreuil, dit district, Demandeur ; contre les
terres et tenements de FRANÇOIS LUCAS, de la
Pointe des Cascades, dit district, Défendeur.

1° Un emplacement sis et situé au village de Vaudreuil, dans le comté de Vaudreuil ; borné en front par la rue Saint-Louis, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village, sous le numéro cent quinze (No 115).

2° Un autre emplacement sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Sainte Angélique, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village, sous le numéro cent trente trois (133).

3° Un autre emplacement situé au même lieu ; borné en front par la dite rue Sainte-Angélique, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du dit village, sous le numéro cent trente-quatre (134).

4° Un autre emplacement situé au même lieu ; borné en front par la dite rue Sainte Angélique, connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du dit village, sous le numéro cent trente-cinq (135).

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Vaudreuil, le TRENTE-UNIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 25 avril 1906. 1623
[Première publication, 28 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **H**ORMISDAS SERRÉ,
No 738. } cultivateur, de la pa-
roisse de Saint-Philippe, district de Montréal, De-
mandeur ; contre les terres et tenements de THEO-
PHILE AUCLAIR, bourgeois, de la ville de Longueuil, dit district, Défendeur.

Un emplacement sis et situé dans la ville de Longueuil, du côté sud-ouest du chemin de Chambly,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit : } **D**AME MARIE ANNE
No. 3871. } **H**ENAUULT, Plaintiff ;
against **J**OSEPH HENAUULT, Defendant.

A lot situate in the said parish of Saint Felix de Valois, county of Joliette, in the village of that parish, known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Felix de Valois, as number forty five (45), of irregular shape ; bounded by the creek Beaubec and by the land of Maxime Crepeau, No. 34, on the south by a public road, on the east by George Read, No. 44, and on the west by Elie Masse, No. 46, and containing in area about twenty two perches, without warranty of precise measurement—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Felix de Valois, on the THIRTIETH day of the month of MAY next, at ONE of the clock in the afternoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 23rd April, 1906. 1596
[First published, 28th April, 1906.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **L**IBOIRE CONSTANT, mer-
No. 2467. } chant, of the village of
Vaudreuil, said district, Plaintiff ; against the lands
and tenements of FRANÇOIS LUCAS, of la Pointe
des Cascades, said district, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the village of Vaudreuil, in the county of Vaudreuil ; bounded in front by Saint Louis street, known and described on the official plan and book of reference of the said village, as number one hundred and fifteen (115).

2. Another lot of land situate and being at the same place ; bounded in front by Sainte Angélique street, known and described on the official plan and book of reference of the said village, as number one hundred and thirty three (133).

3. Another lot of land situate and being at the same place ; bounded in front by said Sainte Angélique street, known and described on the official plan and book of reference of the said village, as number one hundred and thirty four (134).

4. Another lot of land situate and being at the same place ; bounded in front by said Sainte Angélique street, known and described on the official plan and book of reference of the said village, as number one hundred and thirty five (135).

To be sold at the parochial church door of the parish of Vaudreuil, on the THIRTY FIRST day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 25th April, 1906. 1624
[First published, 28th April, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **H**ORMISDAS SERRÉ, far-
No. 738. } mer, of the parish of Saint
Philippe, district of Montreal, Plaintiff ; against the
lands and tenements of THEOPHILE AUCLAIR,
gentleman, of the town of Longueuil, said district,
Defendant.

A lot situate and being in the town of Longueuil, on the south west side of the Chambly road, con-

contenant soixante et huit pieds de front par cent vingt-trois pieds de profondeur, le tout mesure française, et plus ou moins, le plus ou le moins devant tourner au profit ou à la perte de l'acquéreur, et étant le lot connu sous le numéro trois cent quatorze (314), sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit village de Longueuil, dans le comté de Chambly; borné en front par la rue ou chemin de Chambly, en profondeur par le numéro officiel trois cent treize, d'un côté par la rue Saint-Laurent, et de l'autre côté par le lot numéro officiel trois cent quinze—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

A la charge d'un certain bail à loyer en faveur de Dame E. Buteau *et vir*, fait et passé devant M^{re} J. S. U. Dupras, N. P., le 16 août 1905, suivant jugement de l'honorable juge Davidson, en date du 26 avril 1906.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Longueuil, le TRENTE-UNIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Montréal, 26 avril 1906. 1655
Député Shérif.
[Première publication, 28 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LOUIS PAYETTE, JUNIOR, No 1174. } de la cité et du district de Montréal, et FELIX LABELLE, de la paroisse de Sainte-Rose, dit district, tous deux entrepreneurs, ayant fait affaires comme tels à Montréal susdit, ensemble en société, sous la raison sociale de "Labelle & Payette"; Demandeurs; contre les terres et tenements de LA COMPAGNIE DE L'OPERA COMIQUE DE MONTREAL, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, dit district, laquelle est actuellement en liquidation, et Horace Dubreuil, des cité et district de Montréal, comptable, en sa qualité de liquidateur de la "Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal" susdite, en autant que besoin est, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse et en la possession du dit liquidateur, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cinq cent vingt-huit (528), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Louis, mesurant quarante et un pieds et trois pouces en front sur la rue Cadieux, par quatre-vingt-neuf pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, et plus ou moins—avec bâtisses sus-érigées.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu le vingt-unième jour de décembre dernier (1905), aura lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du shérif. Montréal, 25 avril 1906. 1653
Shérif.
[Première publication, 28 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ARCHIBALD McGARRY, No 1594. } des cité et district de Montréal, imprimeur, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de John McGarry, écuyer, aussi du même lieu, Demandeur; contre les terres et tenements de JAMES McGARRY, du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le quartier Sainte-Marie de Montréal, composé de la partie nord-ouest du lot numéro cent quatre-vingt-sept (187), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Sainte-Marie, contenant trente (30) pieds de largeur

taining sixty eight feet in front by one hundred and twenty three feet in depth, the whole french measure, more or less, the excess or deficiency to be to the gain or loss of the purchaser, and the said lot being known as number three hundred and fourteen (314), on the official plan and book of reference of the village of Longueuil, in the county of Chambly; bounded in front by the Chambly road or street, in depth by the official number three hundred and thirteen, on one side by Saint Lawrence street, and on the other side by the official lot number three hundred and fifteen—with a house and other buildings thereon erected.

Subject to the charge of a certain deed of lease in favor of Dame E. Buteau *et vir*, made and passed before M^{re} J. S. U. Dupras, N. P., the 16th of August, 1905, pursuant to the judgment of the Hon. judge Davidson, dated the 26th of April, 1906.

To be sold at the parochial church door of the parish of Longueuil, on the THIRTY FIRST day of MAY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Montréal, 26th April, 1906. 1656
Deputy Sheriff.
[First published, 28th April, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LOUIS PAYETTE, JUNIOR, No 1174. } of the city and district of Montreal, and FELIX LABELLE, of the parish of Sainte Rose, in the said district, both contractors, having carried on business together as such at Montreal aforesaid, under the name and firm of "Labelle & Payette", Plaintiffs; against the lands and tenements of LA COMPAGNIE DE L'OPERA COMIQUE DE MONTREAL, a body politic and corporate, having its chief place of business in the city of Montreal, in the said district, now in liquidation, and Horace Dubreuil, of the city and district of Montreal, accountant, in his capacity of liquidator of the "Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal" aforesaid, in so far as need may be, Defendant.

Seized as belonging to the said company, the defendant, in the possession of the said liquidator, the following immovable, to wit:

A lot of land situate and being in Saint Louis ward, of the city of Montreal, known and designated under the number five hundred and twenty eight (528), on the official plan and book of reference of the said Saint Louis ward, measuring forty one feet three inches in front on Cadieux street, by eighty nine feet in depth, the whole english measure, more or less—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in this case, which was to have taken place on the twenty first day of December last (1905), will take place at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 25th April, 1906. 1654
Sheriff.
[First published, 28th April, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ARCHIBALD McGARRY, No 1594. } of the city and district of Montreal, printer, in his quality of executor to the last will and testament of John McGarry, esquire, also of the same place, Plaintiff; against the lands and tenements of JAMES McGARRY, of the same place, Defendant.

A lot of land situate in Saint Mary's ward of Montreal, composed of the north west portion of lot number one hundred and eighty seven (187), of the official plan and book of reference of the said Saint Mary's ward, containing thirty (30) feet in width by fifty

sur cinquante-deux (52) pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front au sud-ouest par la rue Shaw, en arrière au nord-est par une partie du lot No cent quatre-vingt-neuf (189), du côté nord-ouest par la rue Érie, et du côté sud-est par une partie du dit lot No cent quatre-vingt-sept (187)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 3 avril 1906. 1349.2
[Première publication, 7 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } OMER BRAULT, menui-
No 971. } sier, des cité et district
de Montréal, Demandeur; contre les terres et
tenements de HERMAS DUQUETTE, du même
lieu, Défendeur.

Une propriété connue et désignée comme lot deux cent trente-huit A (238 A), de la subdivision du lot numéro dix, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, ayant front sur l'avenue Beaubien, contenant vingt-quatre pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur—avec bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 5 avril 1906. 1403.2
[Première publication, 7 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LOUIS NAPOLEON DU-
No 2844. } L PUIS, bourgeois, de la
cité et du district de Montréal, Demandeur et de-
mandeur incident; contre les terres et tenements
de DAME ALMA PAGE, de la cité et du district
de Montréal, épouse séparée de biens de Moïse
Rochon, constructeur, de la dite cité de Montréal,
et le dit Moïse Rochon pour autoriser sa dite épouse
à ester en justice, Défenderesse et défenderesse in-
cidente.

Deux lots de terre sis et situés dans le quartier Saint-Denis, dans la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros cent soixante et quatorze (174) et cent soixante et quinze (175), de la subdivision du lot numéro trois cent vingt-cinq (325), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; bornés en front par la rue Saint-Hubert, moins, cependant, une lisière de terrain de quatre pieds sur toute la largeur des dits lots à être laissée à la profondeur de ces mêmes lots pour servir de ruelle commune—avec une maison et autres bâtisses construites sur les dits lots.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 5 avril 1906. 1405.2
[Première publication, 7 avril 1906.]

two (52) feet in depth, more or less, english measure; bounded in front to the south west by Shaw street, in rear to the north east by a portion of lot number one hundred and eighty nine (189), on the north west side by Erie street, and on the south east side by a portion of the said lot number one hundred and eighty seven (187)—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 3rd April, 1906. 1350
[First published, 7th April, 1906.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: } OMER BRAULT, joiner, of
No. 971. } the city and district of
Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of HERMAS DUQUETTE, of the same place, Defendant.

A property known and described as lot two hundred and thirty eight A (238 A), of the subdivision of the lot number ten, of the incorporated village of La Côte Saint Louis, fronting on Beaubien avenue, containing twenty four feet in width by seventy eight feet in depth—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 5th April, 1906. 1404
[First published, 7th April, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LOUIS NAPOLEON DU-
No 2844. } L PUIS, gentleman, of
the city and district of Montreal, Plaintiff and incidental plaintiff; against the lands and tenements of DAME ALMA PAGE, of the city and district of Montreal, wife separated as to property of Moïse Rochon, builder, of the said city of Montreal, and the said Moïse Rochon to authorize his said wife to appear in judicial proceedings, Defendant and incidental defendant.

Two lots of land situate and being in Saint Denis ward, of the city of Montreal, known and described as numbers one hundred and seventy four (174), and one hundred and seventy five (175), of the subdivision of the lot number three hundred and twenty five (325), of the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis; bounded in front by Saint Hubert street, less, however, a strip of ground of four feet by the whole width of the said lots to be left in rear of these same lots to serve as a lane in common—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 6th April, 1906. 1406
[First published, 7th April, 1906.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } **JOSEPH FRAPPIER**, cultivateur, du village Plaisance, district d'Ottawa, en sa qualité de tuteur *ad hoc*, nommé à Louis Gauthier, enfant mineur, Demandeur ; contre **DAME MARIE LOUISE BIRABIN DIT ST. DENIS**, veuve de feu Louis Hotte, en son vivant gentilhomme, du village de Papineauville, dit district, *et al*, Défendeurs, et Louis Gauthier, ecclésiastique, du village de Rigaud, demandeur par reprise d'instance, et Arthur Desjardins, procureur par distraction de frais.

Saisi comme appartenant au dits défendeurs, à savoir :

Un morceau de terre étant partie du lot numéro cent quinze (115), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Angélique, dans le village de Papineauville, district d'Ottawa, la dite terre étant bornée en front, partie par le chemin public et partie par une autre partie du dit lot No 115, vendue à Dame M. L. Tegue, épouse de J. B. Meloche, en profondeur par un ruisseau (dit ruisseau du moulin), d'un côté partie par la propriété de Godfroid Cayer, et partie par celle d'un nommé Franklin, et de l'autre côté partie par la terre achetée par la dite Dame M. L. Tegue, et formant partie du dit lot 115, et partie par la terre de M. J. H. A. Lauzon, la dite terre formant dix acres en superficie, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, laquelle terre est contenue dans les clôtures maintenant existantes—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances. La terrasse en avant de la dite maison restera propriété commune à l'usage tant du propriétaire de tout le ci-dessus terrain, que du propriétaire du terrain vendu à la dite Dame Marie Louise Tegue, et personne ne pourra jamais l'obstruer en aucune façon quelconque.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Angélique, dans le village de Papineauville, le QUINZIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 6 avril 1906. 1459
[Première publication, 14 avril 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Ottawa, à savoir : } **THE AMES HOLDEN COMPANY OF MONTREAL, LIMITED**, corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre **MEDARD LEMIEUX**, de Rapide L'Orignal, dans le district d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

Un lot ou morceau de terre étant partie du lot connu et désigné sous le numéro cinquante et un (51), du troisième rang du canton de Robertson, dans le district d'Ottawa, mesurant 65 pieds de longueur sur 150 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise ; borné en front par un chemin privé, au nord-est par un chemin public, en arrière et au sud-ouest par la propriété de Solime Alix—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le NEUVIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 30 mars 1906. 1401.2
[Première publication, 7 avril 1906.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } **JOSEPH FRAPPIER**, farmer, No. 508. } of the village of Plaisance, district of Ottawa, in his quality of tutor *ad hoc*, named to Louis Gauthier, minor, Plaintiff ; against **DAME MARIE LOUISE BIRABIN DIT ST. DENIS**, widow of the late Louis Hotte, in his lifetime gentleman, of the village of Papineauville, said district, *et al*, Defendants, and Louis Gauthier, ecclesiastic, of the village of Rigaud, plaintiff *par reprise d'instance*, and Arthur Desjardins, attorney *par distraction de frais*.

Seized as belonging to said defendants, to wit :

A parcel of land being part of lot number one hundred and fifteen (115), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Angelique, in the village of Papineauville, district of Ottawa ; the said land being bounded in front partly by the public road and partly by another part of said lot No. 115, sold to Dame M. L. Tegue, wife of J. B. Meloche, in depth by a creek (said mill-creek), on one side partly by property of Godfroid Cayer, and partly by that of one Franklin, and on the other side partly by the land bought by said Dame M. L. Tegue, and forming part of said lot 115, and partly by the land of M. J. H. A. Lauzon, said land forming ten acres in superficies, more or less, without guarantee of precise measurement, and which is contained in the fences actually existing—with the buildings and appurtenances thereon erected. The terrace in front of the said house will remain common property for the use of the proprietor of all the hereinabove property, as well as the proprietor of the land sold to the said Marie Louise Tegue, and no one shall ever obstruct it in any manner whatever.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Angelique, in the village of Papineauville, on the FIFTEENTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 6th April, 1906. 1460
[First published, 14th April, 1906.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Ottawa, to wit : } **THE AMES HOLDEN COMPANY OF MONTREAL, LIMITED**, a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against **MEDARD LEMIEUX**, of Rapide L'Orignal, in the district of Ottawa, Defendant, to wit :

A lot or parcel of land being part of the lot known and designated as the number fifty one (51), of the third range of the township of Robertson, in the district of Ottawa, measuring 65 feet in length by 150 feet in depth, more or less, english measure ; bounded in front by a private road, to the north east by the public road, to the rear and to the south west by the property of Solyme Alix—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the NINTH day of MAY next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 30th March, 1906. 1402
[First published, 7th April, 1906.]

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**AME MARIE-LOUISE
No 1413. } **B**OURASSA ; vs JEAN-
BAPTISTE LEMIEUX *ES-QUALITÉ*, à savoir :

La partie sud du côté est du lot No 121 (cent vingt et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-de-la-Victoire, étant un lopin de terre de forme irrégulière, situé sur le chemin public ; borné au nord à la Rivière à la Scie, au nord-est à Odilon Bégin, au sud-est au chemin public, et au sud-ouest à Arcadius Blais—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Pintendre, comté de Lévis, le **PREMIER** jour de **JUIN** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 26 avril 1906. 1643
[Première publication, 28 avril 1906.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **L**A CITE DE QUEBEC ;
No 1862. } **C**ontre SIMEON MOFFET,
à savoir :

Le lot No 1603 (mille six cent trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Sainte-Thérèse—circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de \$6.00, payable à la communauté des religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin de chaque année.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Québec, le **DIX-HUITIEME** jour de **MAI** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 12 avril 1906. 1447.2
[Première publication, 14 avril 1906.]

Ventes par le Shérif—Saguenay

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Saguenay.

Malbaie, à savoir : } **H**ORACE TREMBLAY,
No 124. } **C**ommerçant, de Sainte-Agnès, Demandeur ; contre **JOSIME THIBAUT**, de Saint-Hilarion, Défendeur.

1° Une terre située dans le deuxième rang de la paroisse de Saint-Hilarion, contenant deux arpents et demi de front sur trente-six arpents de profondeur ; bornée au nord au troisième rang, au sud au premier rang, d'un côté au nord-est à Julien Bouchard ou ses représentants, et de l'autre côté au sud-ouest à veuve Isaïe Pilote ou ses représentants—sans bâtisses, et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Hilarion, sous le numéro seize B (16 B).

2° Une autre terre située aussi dans le deuxième rang de la paroisse de Saint-Hilarion, étant le numéro huit E (8 E), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Hilarion, contenant environ deux arpents de front sur vingt-six arpents de profondeur ; bornée au nord-est à Euchariste Duchesne, du côté sud-ouest à Pierre Tremblay—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de Saint-Hilarion, le **VINGT-NEUVIEME** jour de **MAI**

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **D**AME MARIE-LOUISE BOU-
No 1413. } **D**RASSA ; vs JEAN-BAPTISTE
LEMIEUX, *ES-QUALITÉ*, to wit :

The south part on the east side of the lot No 121 (one hundred and twenty one), of the official cadastre for the parish of Notre-Dame-de-la-Victoire, being a lot of land of irregular shape, situate on the public road ; bounded on the north by the River à la Scie, on the north east by Odilon Bégin, on the south east by the public road, and on the south west by Arcadius Blais—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Louis-de-Pintendre, county of Lévis, on the **FIRST** day of **JUNE** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 26th April, 1906. 1644
[First published, 28th April, 1906.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit : } **T**HE CITY OF QUEBEC
No 1862. } **A**gainst SIMEON MOFFET,
to wit :

Lot No. 1603 (one thousand six hundred and three), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Sainte Thérèse street—circumstances and dependencies. Subject to an annual rent of \$6.00, payable on the 29th of June, to the reverend Dames of the Hotel Dieu of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the **EIGHTEENTH** day of **MAY** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 12th April, 1906. 1448
[First published, 14th April, 1906.]

Sheriff's Sales—Saguenay

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Saguenay.

Malbaie, to wit : } **H**ORACE TREMBLAY,
No 124. } **T**rader, of Sainte Agnès, Plaintiff ; against **JOSIME THIBAUT**, of Saint Hilarion, Defendant.

1. A farm situate in the second range of the parish of Saint Hilarion, containing two arpents and a half in front by thirty six arpents in depth ; bounded to the north to the third range, to the south to the first range, on one side to north east by Julien Bouchard or representatives, and on the other side to the south west by widow Isaïe Pilote or representatives—without buildings, and known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadastre for the parish of Saint Hilarion, as number sixteen B (16 B).

2. Another farm situate also in the second range of the parish of Saint Hilarion, being number eight E (8 E), of the official cadastre for the said parish of Saint Hilarion, containing about two arpents in front by twenty six arpents in depth ; bounded to the north east by Euchariste Duchesne, to the south west by Pierre Tremblay—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Hilarion, on the **TWENTY NINTH** day of **MAY** next, at

prochain, à ONZE heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ELIE MALTAIS,

Bureau du Shérif,
Malbaie, 11 avril 1906.

[Première publication, 28 avril 1906.]

Shérif.
1489

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Sainte-Scholastique, à savoir: **THE MONTREAL**
No 1813. **LOAN AND**

MORTGAGE COMPANY, Demanderesse; vs. **JOHN STUART BUCHAN,** Défendeur, à savoir:

1° Un lot de terre situé sur la rivière du Nord Settlement, en la paroisse de Saint-André, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels fait pour la dite paroisse de Saint-André, sous le numéro trois cents (300); et borné au nord par le lot No 296, au sud par le lot No 301, à l'est par le chemin public conduisant entre Lachute et Saint-André, et à l'ouest par la rivière du Nord.

2° Une partie du lot numéro trois cent un (301), situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels; et borné au nord par le lot No 300, au sud par le lot No 303, à l'est par le chemin public conduisant entre Lachute et Saint-André, et à l'ouest par la rivière du Nord.

3° Une partie du lot numéro trois cent trois (303), situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels; et borné du nord par le lot No 301, au sud par une autre partie du lot No 303, appartenant à Hugh Walsh ou représentants, à l'est par le chemin public conduisant entre Lachute et Saint-André, et à l'ouest par la rivière du Nord.

4° Une autre partie du lot numéro trois cent un (301), situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels; et borné au nord par le lot No 299, au sud et à l'est par le lot No 302, connu comme étant le chemin de Beech Ridge, et à l'ouest par une autre partie du dit lot No 301, appartenant à Hugh Walsh ou représentants.

5° Une autre partie du lot numéro trois cent un (301), situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels; et borné au nord par une partie du dit chemin de Beech Ridge, No 302, et partie par le lot No 299, au sud par le lot No 303, à l'est par le lot No 664, et à l'ouest par le dit lot No 302.

6° Une autre partie du lot No trois cent trois, de forme triangulaire, situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels; et borné au nord par le lot No 301, au sud et à l'est par le chemin de Beech Ridge, No 302, et à l'ouest par une autre partie du lot No 303, appartenant à Hugh Walsh ou représentants.

7° Une autre partie du lot No trois cent trois, situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels; et borné au nord partie par le chemin de Beech Ridge, No 302, et partie par le lot No 301, au sud par le lot No 304, à l'est partie par le lot No 662, et partie par le lot No 664, et à l'ouest partie par le dit lot No 302 et partie par le chemin public conduisant entre Lachute et Saint-André.

8° Une partie du lot numéro trois cent quatre, situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes

ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ELIE MALTAIS,

Sheriff's Office,
Malbaie, 11th April, 1906.

[First published, 28th April, 1906].

Sheriff.
1490

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Sainte Scholastique, to wit: **THE MONTREAL**
No. 1813. **LOAN AND**

MORTGAGE COMPANY, Plaintiff; vs. **JOHN STUART BUCHAN,** Defendant, to wit:

1. A certain lot of land situate on the North River Settlement, in the parish of Saint André, county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and described on the official plan and book of reference made for the said parish of Saint Andrews, as number three hundred (300); and bounded on the north by lot No. 296, on the south by lot No. 301, on the east by the public road, running between Lachute and Saint Andrews, and on the west by the North River.

2. A part of lot number three hundred and one (301), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference; and bounded on the north by the lot No. 300, on the south by lot No. 303, on the east by the public road running between Lachute and Saint Andrews, and on the west by the North river.

3. A part of lot number three hundred and three (303), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference; and bounded on the north by the lot No. 301, on the south by part of lot No. 303, belonging to Hugh Walsh or representatives, on the east by the public road running between Lachute and Saint Andrews, and on the west by the North River.

4. A part of lot number three hundred and one (301), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference; and bounded on the north by the lot No. 299, on the south and east by lot No. 302, known as being the Beech Ridge road, and on the west by another part of the said lot No. 301, belonging to Hugh Walsh or representatives.

5. Another part of lot number three hundred and one (301), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference; bounded on the north by a part of the said Beech Ridge road, No 302, and partly by lot No 299, on the south by lot No 303, on the east by lot No. 664, and on the west by the said lot No. 302.

6. Another part of lot number three hundred and three (303), situate at the same place known and described on the same official plan and book of reference, and bounded on the north by the lot No. 301, on the south and east by Beech Ridge road, No. 302, and on the west by another part of lot No. 303, belonging to Hugh Walsh or representatives.

7. Another part of lot number three hundred and three (303), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference and bounded on the north by the Beech Ridge road No. 302 in part, and partly by lot No. 301, on the south by lot No. 304, on the east partly by lot No. 662, and partly by lot No. 664, on the west partly by said lot No. 302 and partly by the public road running between Lachute and Saint Andrews.

8. Another part of lot number three hundred and four (304), situate at the same place known and

plan et livre de renvoi officiels ; et borné au nord par le lot No 303, au sud par le lot No 305, à l'est par le lot No 662, et à l'ouest par le chemin public conduisant entre Lachute et Saint-André.

9° Une partie du lot No trois cent cinq (305), situé au même lieu, connue et désigné aux mêmes plan et livre de renvoi officiels ; et borné au nord par le lot No 304, au sud par le lot numéro 324, à l'est par le lot No 662, et à l'ouest partie par le chemin public conduisant entre Lachute et Saint-André, et partie par une petite partie du dit lot No 305, étant la propriété des commissaires d'écoles de Saint-André.

Les dits lots de terre formant une seule propriété et pour être vendus en bloc comme un seul morceau de terre, et contenant trois cent cinquante quatre arpents, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

A distraire, cependant, des dits lots de terre, une certaine lisière de terre sur laquelle est construit le chemin de fer de Ottawa Valley (Railway).

Pour être vendus à la porte de l'église catholique du village de Saint-André, dit district, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après midi.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 17 avril 1906. 1541
[Première publication, 21 avril 1906.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit pour le comté de Champlain.—
District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : **THE PEOPLE'S**
No 759. **BANK OF HALIFAX,**
Demanderesse ; contre **JOSEPH CANTIN,**
Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant :

Un emplacement situé en la ville de Grand-Mère, faisant front sur la rue Chamberlain, mesurant quaranté pieds de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise, à prendre le dit terrain au sud-est de la ruelle séparant le lot quatre-vingt-douze de celui présentement vendu, et désigné comme faisant partie des numéros treize et quatorze, du lot de subdivision quatre-vingt-dix, et étant les numéros quatre-vingt dix-neuf et cent, du lot de subdivision quatre-vingt-treize (93), au cadastre hypothécaire de Sainte-Flore—avec bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paul de Grand-Mère, en la ville de Grand-Mère, le HUITIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 4 avril 1906. 1375.3
[Première publication, 7 avril 1906.]

described on the same official plan and book of reference; and bounded on the north by the lot No. 303, on the south by lot No. 305, on the east by lot No. 662, and the west by the public road running between Lachute and Saint Andrews.

9. A part of lot number three hundred and five (305), situate at the same place, known and described on the same official plan and book of reference, and bounded on the north by the lot No. 304, on the south by lot No. 324, on the east by lot No. 662, and on the west partly by the public road running between Lachute and Saint Andrews, and partly by a small part of the said lot No. 305, being the property of the school commissioners of Saint Andrews.

Said lots of land forming one and the same plot, and to be sold together *en bloc* as one piece of land, and containing three hundred and fifty four arpents, more or less—with the buildings thereon erected.

Reserving, however, from the said lots a certain strip of ground on which the Ottawa Valley railway is built.

To be sold at the catholic church door, in the village of Saint Andrews, said district, on the TWENTY FIFTH day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sainte Scholastique, 17th April, 1906. 1542
[First published, 21st April, 1906.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the county of Champlain.—
District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : **THE PEOPLE'S BANK**
No. 759. **OF HALIFAX,**
tiff ; against **JOSEPH CANTIN,** Defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable :

A lot situate in the town of Grand-Mère, fronting on Chamberlain street, measuring forty feet in width by eighty feet in depth, english measure, said lot to be taken south east of the lane separating lot number ninety two from the one now sold, and described as forming part of numbers thirteen and fourteen, of the subdivision ninety, and as being numbers ninety nine and one hundred, of the subdivision of lot number ninety three (93), on the hypothecary cadastre of Sainte Flore—with building.

To be sold at the church door of the parish of Saint Paul de Grand-Mère, in the town of Grand-Mère, on the EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 4th April, 1906. 1376
[First published, 7th April, 1906.]

Avis du Gouvernement

Government Notices

No 372.06.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Demande de délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Charles de Mandeville, dans le comté de Maskinongé, les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Didace, les numéros 701, 702 et 703, et de la municipalité scolaire de Peterborough, dans le même comté, les lots du 1er rang du canton de Peterborough, ayant au cadastre officiel de ce canton le No 1a et les numéros suivants jusqu'à 4 inclusivement, le No 17 et les numéros suivants jusqu'à 34 inclusivement, le rang de la concession sud ouest Mandeville, le rang D nord-est Mandeville, les lots du 2e rang du canton Peterborough, ayant le numéro 6 et les numéros suivants jusqu'à 34 inclusivement, les lots du 3e rang du canton de Peterborough, ayant le numéro 12 et les numéros suivants jusqu'à 34 inclusivement, et d'annexer tous ces lots à la municipalité scolaire de Saint-Didace, dans le même comté.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1906. 1649

No. 372.06.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Charles de Mandeville, county of Maskinongé, the lots having, on the official cadastre of the parish of Saint-Didace, the numbers 701, 702 and 603, and of the school municipality of Peterborough, in the same county, the lots of the first range of the township of Peterborough, having on the official cadastre of this township the No. 1a and the following numbers to 4 inclusively, the No. 17 and the following numbers up to 34 inclusively, the range of the south west concession Mandeville, the range D north east Mandeville, the lots of the 2nd range of the township Peterborough, having the number 6 and the following numbers to 34 inclusively, the lots of the 3rd range of the township of Peterborough, having the number 12 and the following numbers to 34 inclusively, and to annex these lots to the school municipality of Saint-Didace, in the same county.

This annexation, if authorized shall take effect only on the first of July next, 1906. 1650

Avis Divers

Miscellaneous Notices

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dame Betsey Ann Willard, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse de Edward Duffey, du même lieu, Demanderesse ;

vs
Edward Duffey, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Défendeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit défendeur.

CATE, WELLS & WHITE,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 25 avril 1906. 1663

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
Dame Betsey Ann Willard, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, wife of Edward Duffey, of the same place, Plaintiff ;

vs
Edward Duffey of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation of property against the said defendant.

CATE, WELLS & WHITE,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 25th April, 1906. 1664

Avis de Faillites

Bankrupt Notices

Avis est donné qu'un deuxième et dernier dividende a été déclaré dans l'affaire de Luc Pelletier, de la Rivière Jaune, comté de Québec, propriétaire de moulins et marchand, insolvable, payable le ou après le 17 mai prochain.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

Curateurs conjoints.

Québec, 26 avril 1906. 1665

Avis est par le présent donné qu'un premier dividende a été déclaré dans l'affaire de Thos. Côté, de Saint-Hilarion, comté de Charlevoix, marchand, insolvable, payable le ou après le 15 mai prochain.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

Curateurs conjoints.

Québec, 26 avril 1906. 1667

District de Gaspé.

In re Désiré Levesque, Sainte-Anne des Monts, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 20 1906, j'ai été nommé curateur aux biens te succession.

3

Notice is given that a second and final dividend sheet has been declared in the matter of Luc Pelletier, of Yellow River, county of Quebec, mill owner and merchant, insolvent, payable on or after the 17th of May next.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

Joint curators.

Québec, 26th April, 1906. 1666

Notice is hereby given that a first dividend has been declared in the matter of Thomas Côté, of Saint Hilarion, county of Charlevoix, merchant, insolvent, payable on or after the 15th of May next.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,

Joint curators.

Québec, 26th April, 1906. 1668

District of Gaspé.

In re Désiré Levesque, Sainte Anne des Monts, Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 20th April, 1906, I have been appointed curator to his estate.

t

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 26 avril 1906. 1659

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Chamberland, Trahan & Cie,
Insolvables ;

F. X. Bilodeau, Curateur.
Un second et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause, les collocations seront payables à mon bureau, à partir du 14e jour de mai 1906.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

F. X. BILODEAU,
Curateur.

15, rue Saint-Jacques.
Montréal, 25 avril 1906. 1657

District de Québec.

Joseph Georges Routhier, de Québec, marchand, a, le 25 avril 1906, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 26 avril 1906. 1661

Index de la Gazette Officielle de Québec No. 17.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—Dmes Amyot vs Vézina, 813 ; Bachand vs Séguin, 810 ; Bercovitch vs Laibovitch, 812 ; Bercovitch vs Wolofsky, 813 ; Bilodeau vs Berthiaume, 811 ; Boucher vs Matteau, 812 ; Brunet vs Dussault, 810 ; Desjardins vs Prud'homme, 812 ; Desmarais vs Chartrand, 812 ; Fraser vs Audet dit Lapointe, 812 ; Goulet vs Gendron, 811 ; Grose vs Brittain, 810 ; Juillet vs Berthiaume, 811 ; Marcotte vs Leclair, 813 ; Rondeau vs Dubuque, 810 ; Thomas vs Grouin, 745 ; Valiquet vs Stevens, 809 ; Vanier vs St. Denis, 813 ; Willard vs Duffey, 829.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—Dmes Boislard vs Vallières, 811 ; Delorme vs Lambert, 810 ; Leblanc vs Dupuis, 813 ; Leblanc vs Précourt, 812 ; Leonard vs Jewell, 813 ; Ruhlmann vs Loschy, 811 ; Houle vs Dme Auger, 810.

ANNONCEURS:—Avis aux:—Concernant avis, etc., 797.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE:—The Napierville Junction Railway Company, 814.

BILLS PRIVÉS, P. Q.:—Avis au sujet des:—Assemblée législative, 807 ; Conseil législatif, 806.

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS:—Fruit Dispatch Coy, 801.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 26th April, 1906. 1660

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Chamberland, Trahan & Co,
insolvents ;

F. X. Bilodeau, Curator.
A 2nd and final bordereau of dividend has been prepared in this cause, the collocations will be payable at my office, from the 14th day of May, 1906.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. X. BILODEAU,
Curator.

15, Saint James street.
Montreal, 25th April, 1906. 1658

District of Quebec.

Joseph Georges Routhier, of Quebec, merchant, has, on the 25th of April, 1906, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 26th April, 1906. 1662

Index of the Quebec Official Gazette, No. 17.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—Dmes Amyot vs Vézina, 813 ; Bachand vs Séguin, 810 ; Bercovitch vs Laibovitch, 812 ; Bercovitch vs Wolofsky, 813 ; Bilodeau vs Berthiaume, 811 ; Boucher vs Matteau, 812 ; Brunet vs Dussault, 810 ; Desjardins vs Prud'homme, 812 ; Desmarais vs Chartrand, 812 ; Fraser vs Audet dit Lapointe, 812 ; Goulet vs Gendron, 810 ; Grose vs Brittain, 810 ; Juillet vs Berthiaume, 811 ; Marcotte vs Lec'air, 813 ; Rondeau vs Dubuque, 810 ; Thomas vs Drouin, 745 ; Valiquet vs Stevens, 809 ; Vanier vs St. Denis, 813 ; Willard vs Duffey, 829.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—Dmes Boislard vs Vallières, 811 ; Delorme vs Lambert, 810 ; Leblanc vs Dupuis, 813 ; Leblanc vs Précourt, 812 ; Leonard vs Jewell, 813 ; Ruhlman vs Loschy, 811 ; Houle vs Dme Auger, 810.

ADVERTISERS:—Notice to:—Respecting notices, &c., 797.

ANNUAL GENERAL MEETING:—The Napierville Junction Railway Company, 814.

PRIVATE BILLS, P. Q.:—Notices respecting the:—Legislative Assembly, 807 ; Legislative Council, 806.

COMPANY AUTHORIZED TO DO BUSINESS:—Fruit Dispatch Coy, 801.

FAILLIES :— Anglin & Son, 815 ; Arpin, 815 ; Bonnin (Dme), 814 ; Chamberland et al, 830 ; Collins & Co, 814 ; Côté, 829 ; Dufrenne & Fils, 814 ; Falardeau, 815 ; Langlois, 815 ; Laurence, 815 ; Lavallée, 814 ; Levesque, 829 ; Pelletier, 829 ; Rolland, 815 ; Routhier, 830.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :— Municipalité du village de la Pointe-à-Gatineau, comté de Wright, 802.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE ACCORDÉE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :— Village de Nominigüe, comté de Labelle, 801.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :— Demande d'annexer ou d'ériger à la municipalité Papineau No 462, de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, comté d'Ottawa, 802 ; Canton Taché, comté de Chicoutimi, 799 ; Coupalville, 801 ; Divers lots de Saint-Albert de Warwick à Saint-Valère de Bulstrode, comté d'Arthabaska, 801 ; Divers lots de Sainte-Elizabeth à Saint-Thomas, comté de Joliette, 800 ; Divers lots de Saint-Charles de Mandeville à Saint-Didace, comté de Maskinongé, 829 ; Mékinac, 803 ; Municipalité Lynch à L'Ascension, comté de Montcalm, 801 ; Sainte-Mélanie à Grand-Rang, comté de Joliette, 803.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES ANNEXÉES OU ÉRIGÉES :— Sainte-Florence de Beaurivage, 799 ; Laverlochère et Baby, 800 ; L'Anse-à-Griffon à Cap-des-Rosiers, 800 ; Aylmer à Winslow-Nord, 800.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :— En faveur de John Fair, 799.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES :— En faveur de Emile Marteau Chapdelaine, 799.

PROCLAMATIONS :— Convocation des Chambres, 798 ; Jour des arbres, 798.

RÈGLES DE COUR :— Bissonnette vs McDonnell, 816 ; Crockett vs Lacasse, 816.

TARIF DE PÉAGE :— The River Ouelle Pulp and Lumber Coy, 802.

VENTE DE LIMITES A BOIS, 766.

VENTE DE TERRAINS :— Ville de Saint-Louis, 803.

VENTES PAR LICITATION :— Dme Decarie et al vs Decarie et al, 817 ; Desmarreau vs Dme Roy, et al, 816.

VENTES PAR LES SHERIFFS

ARTHABASKA :— Brunnelle, Failli, 818 ; Reed vs Loomis, 819.

BEAUCÉ :— Maheux, Failli, 819.

BEAUGHARNOIS :— D'Aoust vs Dme Dudevair et vir, 820 ; Goodman (Dme) vs Boyd et al, 820.

IBERVILLE :— La ville de Saint-Jean vs Dme Grant et al, 821 ; Les Commissaires d'écoles vs Grant et al, 821.

JOLIETTE :— Hénault (Dme) vs Hénault, 821.

INSOLVENTS :— Anglin & Son, 815 ; Arpin, 815 ; Bonnin (Dme), 814 ; Chamberland et al, 830 ; Collins & Co, 814 ; Côté, 829 ; Dufrenne & Fils, 814 ; Falardeau, 815 ; Langlois, 815 ; Laurence, 815 ; Lavallée, 814 ; Lavesque, 829 ; Pelletier, 829 ; Rolland, 815 ; Routhier, 830.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :— Municipality of the village of Pointe-à-Gatineau, county of Wright, 802.

MUNICIPALITY AUTHORIZED TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :— Village de Nominigüe, county of Labelle, 801.

SCHOOL MUNICIPALITIES :— Application to annex or to erect in the municipality of Papineau No. 462, of the parish of Notre Dame de Bonsecours, county of Ottawa, 802 ; Township Taché, county of Chicoutimi, 799 ; Coupalville, 801 ; Several lots of Saint Albert de Warwick to Saint Valère de Bulstrode, county of Arthabaska, 801 ; Several lots of Sainte Elizabeth to Saint Thomas, county of Joliette, 800 ; Several lots of Saint Charles de Mandeville to Saint Didace, county of Maskinongé, 829 ; Mékinac, 803 ; Municipality Lynch to L'Ascension, county of Montcalm, 801 ; Sainte Melanie to Grand Rang, county of Joliette, 803.

SCHOOL MUNICIPALITIES ANNEXED OR ERECTED :— Sainte Florence de Beaurivage, 799 ; Laverlochère et Baby, 800 ; L'Anse-à-Griffon to Cap-des-Rosiers, 800 ; Aylmer to Winslow-North, 800.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :— In favor of John Fair, 799.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :— In favor of Emile Martial Chapdelaine, 799.

PROCLAMATIONS :— Parliament convoked, 798 ; Arbor day, 798.

RULE OF COURT :— Bissonnette vs McDonnell, 816 ; Crockett vs Lacasse, 816.

TARIFF OF TOLLS :— The River Ouelle Pulp and Lumber Coy, 802.

SALE OF TIMBER LIMITS, 766.

SALE OF LOTS :— Town of Saint Louis, 803.

SALES BY LICITATION :— Dme Décarie et al, vs Décarie et al, 817 ; Desmarreau vs Dme Roy et al, 816.

SHERIFFS' SALES.

ARTHABASKA :— Brunelle, Insolvent, 818 ; Reed vs Loomis, 819.

BEAUCÉ :— Maheux, Insolvent, 819.

BEAUGHARNOIS :— D'Aoust vs Dme Dudevair et vir, 820 ; Goodman (Dme) vs Boyd et al, 820.

IBERVILLE :— The town of Saint John vs Dme Grant et al, 821 ; The School Commissioners vs Dme Grant et al, 821.

JOLIETTE :— Hénault (Dme) vs Hénault, 821.

MONTRÉAL : — Brault vs Duquette, 824 ; Constant vs Lucas, 822 ; Dupuis vs Pagé, 824 ; Labelle & Payette vs Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal, 823 ; McGarry vs McGarry, 823 ; Serré vs Auclair, 822.

OTTAWA : — The Ames Holden Company vs Lemieux, 825 ; Frappier vs Dme Birabin et al, 825.

QUÉBEC : — Boudassa (Dme) vs Lemieux vs qual, 826 ; La cité de Québec vs Moffet, 826.

SAGUENAY : — Tremblay vs Thibault, 826.

TERREBONNE : — The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Buchan, 827.

TROIS RIVIÈRES : — The People's Bank vs Cantin, 828.

MONTREAL : — Brault vs Duquette, 824 ; Constant vs Lucas, 822 ; Dupuis vs Pagé, 824 ; Labelle & Payette vs Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal, 823 ; McGarry vs McGarry, 823 ; Serré vs Auclair, 822.

OTTAWA : — The Ames Holden Company vs Lemieux, 825 ; Frappier vs Dme Birabin et al, 825.

QUEBEC : — Boudassa (Dme) vs Lemieux vs qual, 826 ; The city of Quebec vs Moffet, 826.

SAGUENAY : — Tremblay vs Thibault, 826.

TERREBONNE : — The Montreal Loan and Mortgage Coy vs Buchan, 827.

THREE RIVERS : — The People's Bank vs Cantin, 828.